

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

PROTECTION LÉGALE

DE L'OUVRIER AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} Décembre 1919, à 3 heures.

PAR

Gaston CARRÈRE

INGÉNIEUR AGRICOLE

AVOGAT A LA COUR D'APPEL D'AGEN

Président.....	M. RAOUL JAY, professeur.
Suffragants.....	MM. TRUCHY, professeur.
	HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE M^{me} LAROSE ET FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1919

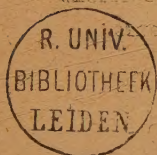
UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
PROTECTION LÉGALE
DE L'OUVRIER AGRICOLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 1^{er} Décembre 1919, à 3 heures.



PAR

Gaston CARRÈRE

INGÉNIEUR AGRICOLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL D'AGEN

Président..... M. RAUL JAY, professeur.
Suffragants..... } MM. TRUCHY, professeur.
 HITIER, professeur.

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU
RECUEIL SIREY
ANNO MSON LAROSE ET FORCEL
LÉON TENIN, Directeur
22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

EN SOUVENIR DE MA MÈRE



A MON PÈRE

LA

PROTECTION LÉGALE DE L'OUVRIER AGRICOLE

PRÉFACE

Les moyens d'action de l'agriculture sont dominés par la loi du rendement non proportionnel, qui ne permet pas, sur une surface limitée, de produire une quantité illimitée de denrées nécessaires à la vie. L'étendue du sol cultivable et le temps indispensable à l'évolution du cycle des saisons indiquent cette sphère d'activité réduite et, en même temps, expliquent la difficulté de multiplier la production agricole pour lutter avec les autres branches de l'activité nationale dans la concurrence pour la main-d'œuvre.

L'ouvrier agricole, en louant sa force de travail, « cherche à recevoir le plus qu'il est possible » (1) et déserte les champs quand sa condition de travailleur ne satisfait plus à ses désirs. Il marche vers l'industrie et le commerce dont les moyens

(1) H. Baudrillart, *J.-B. Say*, p. 76.

facilement multipliés peuvent satisfaire les besoins nouveaux créés par la civilisation. Ce mouvement détermine une rupture d'équilibre dans la répartition de la population ouvrière et l'agriculture, affaiblie, reste dans une situation économique inférieure.

A la constatation de ce phénomène, l'École libérale individualiste répond que « l'homme est conduit par une main invisible à promouvoir un résultat qui n'est pas dans ses intentions » (1), mais qui est conforme à l'intérêt de tous. L'exode rural n'est que momentané. Les ouvriers agricoles croient de leur intérêt personnel d'affluer vers les villes. Leur grand nombre les oblige à se faire concurrence pour le prix de leur travail. Le coût des subsistances augmente à cause de la production agricole diminuée. Progressivement, sous l'influence de ces deux facteurs, se produit un mouvement inverse qui ramène le travailleur rural vers la terre.

Il manque à cette explication optimiste la fixation du temps nécessaire à la réalisation d'une pareille harmonie économique. Le temps est indifférent aux théories dogmatiques, mais les périodes de crises et de transition à production incertaine sont angoissantes pour la génération qui les supporte.

Si les hommes ne régissent pas les événements et les lois économiques, ils peuvent les conditionner par leur volonté; il n'est pas étrange qu'ils s'appliquent à rechercher les causes du malaise social.

D'ailleurs, l'étude des moyens légaux susceptibles d'apaiser les conflits du travail ou d'améliorer la situation des ouvriers agricoles intéresse tous les propriétaires de terres. Il existe peu de familles françaises qui ne soient rattachées ou inté-

(1) A. Smith, *Richesse des nations*, liv. IV, chap. I.

ressées, directement ou indirectement, à un atelier du sol (1).
« L'agriculture est la première de toutes les fabriques » (2).

Au point de vue plus spécial du droit, un fait frappe l'esprit d'observation de ceux qui étudient le développement juridique de la législation protectrice des travailleurs. Toutes les lois nouvelles contiennent des dispositions restrictives à l'égard des ouvriers de la terre. L'agriculture est exceptée de la réglementation légale du travail. Un soin particulier dans la rédaction des textes permet d'exclure de l'assujettissement les « établissements agricoles ».

Les circonstances accroissent l'intérêt ordinaire des questions générales de protection ouvrière. Une vue d'ensemble est favorable à la reconstitution intellectuelle de ceux qui ont suivi la guerre.

Après une grande convulsion, les conditions de l'adaptation spontanée de la production individuelle au besoin social sont troublées : « le monde ne va plus de lui-même » (3). Les matières nécessaires à la vie sont rares, elles deviennent un bien précieux. La vieille formule des physiocrates est rajeunie ; la richesse se mesure à l'ensemble des biens consommables (4) et la monnaie court vers ces choses au lieu d'attendre de leur service de mesure.

Dans ces conditions nouvelles, la production agricole passe au premier plan des préoccupations publiques et rien n'est négligeable de ce qui intéresse l'auxiliaire indispensable à cette production : l'ouvrier rural.

(1) Rist, *Les interprétations économiques de la guerre* (Cours 1918-1919).

(2) Lavoisier, *Mémoire au Comité d'agriculture* (1787).

(3) Mercier de la Rivière, t. II, p. 117.

(4) Deschamps, *Principales doctrines économiques* (Cours 1918-1919).

CHAPITRE PREMIER

L'ouvrier agricole.

- I. *Classification des travailleurs agricoles.* — Interpénétration des classes sociales en agriculture. Les propriétaires et les non-propriétaires. Les entrepreneurs de cultures et les employés agricoles.
- II. *Le travail agricole.* — Intérêt juridique de sa définition.
- III. *L'ouvrier agricole dans le monde du travail.* — Le milieu naturel et le milieu artificiel dans l'industrie agricole.
- IV. *Définition légale de l'ouvrier agricole dans les lois spéciales* (30 juin 1899, 6 avril 1910, 11 février 1914).

I. — On distingue les travailleurs par la propriété du produit de leur travail ; les uns produisent pour eux-mêmes, les autres pour autrui. Ils sont agriculteurs propriétaires ou non propriétaires. Cette distinction simple est inconciliable avec les données des statistiques officielles sur la répartition de la population agricole.

La dissociation de l'instrument de travail et du travailleur ordinaire dans le mode de production moderne n'est pas nettement apparente dans la culture.

Certains propriétaires travaillent exclusivement sur leurs terres, d'autres travaillent habituellement sur leur sol, et accidentellement sur le sol d'autrui. Un propriétaire peut être fermier, locataire de terre, métayer ou journalier.

Des entrepreneurs de culture font valoir les biens d'un bailleur d'héritage rural à la « condition d'en jouir pendant

un certain temps et moyennant un certain prix » (art. 1709) (1). Ce prix stipulé peut être une certaine quantité de fruits (L. 18 juillet 1889).

Il existe aussi des entrepreneurs d'ouvrage qui exécutent une tâche agricole déterminée, « moyennant un prix déterminé » (art. 1711).

Enfin, sont employés agricoles ceux dont l'occupation principale est la direction ou la surveillance de l'exploitation rurale; ils peuvent accessoirement s'occuper à des travaux manuels.

La répartition de ces travailleurs ne présente aucun caractère de fixité. Il se produit un mouvement continu de pénétration dans ces diverses classes sociales de cultivateurs. Le prix des denrées, le taux des salaires, le loyer du sol et sa valeur vénale dirigent cette migration et lui donnent une allure intermittente ou continue.

II. — Pour définir l'ouvrier des champs, il semble qu'il suffît de le désigner comme un travailleur, louant sa force de travail pour effectuer des opérations agricoles et toucher un salaire. Dans ces caractères, la nature du travail est spéciale; les autres préoccupations ou obligations de l'ouvrier sont communes à tous les salariés des autres branches de la production; les ouvriers du commerce et de l'industrie louent aussi leur force de travail pour obtenir une rémunération susceptible d'entretenir leur existence; mais les services qu'ils s'engagent à accomplir n'ont pas le caractère agricole. Dans la pratique, la ligne de démarcation qui sépare ces diverses sortes d'activité n'est pas nettement établie. D'abord, parce que certains travaux de culture ne nécessitent pas des apti-

(1) Les articles cités sans indications spéciales sont du Code civil.

tudes différentes de celles du commerce ou de l'industrie (charretiers, manutention). Ensuite, parce que l'agriculture elle-même peut annexer à ses exploitations des industries ou des bureaux qui effectuent des opérations de transformation ou de vente de denrées (industrie agricole, coopératives agricoles de production).

Ces remarques justifient les minutieuses énumérations des lois protectrices pour indiquer les entreprises ou les établissements assujettis à la réglementation légale du travail. Elles expliquent aussi les controverses et les hésitations de la doctrine et de la jurisprudence (1) pour définir le travail agricole désigné par certains textes de la loi (2).

La définition du travail agricole peut être obtenue par une énumération limitative des entreprises qui l'effectuent; une surface déterminée peut servir à caractériser cette occupation. De même, le but poursuivi dans son exécution (l'usage personnel ou la vente) donne une classification du travail (art. 2, L. 15 juillet 1914).

Si l'on suit dans le labeur agricole les conditions ordinaires du contrat de travail, on peut trouver des obligations auxquelles le travail de culture donne une physionomie particulière.

L'ouvrier agricole prend manuellement une part effective et directe au travail de l'exploitation rurale; en échange, il a la certitude de recevoir un salaire déterminé.

Il s'engage à faire quelque chose sans autre droit que de toucher « le prix convenu » (art. 1710). Il subordonne sa volonté par le travail à celle de celui qui l'emploie, mais profite de l'exonération totale des risques de l'entreprise. La subordination et le salaire permettent d'établir à quel titre

(1) Pau, 4 janvier 1915, S., 1915. 2. 40.

(2) Cass. civ., 6 mars 1917, S., 1917. 1. 9.

les travailleurs ruraux propriétaires ou non propriétaires louent leur force de travail.

Les cultivateurs qui cultivent les terres qui leur appartiennent disposent de la plénitude de l'indépendance. Tous les travailleurs du sol aspirent à acquérir cette situation. La culture permet, à la différence des autres manifestations productrices, d'arriver progressivement et par étapes à cette libre disposition des instruments de travail.

Si l'ouvrier agricole est subordonné pendant tout le temps de son labeur, le métayer ne supporte qu'une surveillance extérieure du maître : « pour le mode de culture, pour l'achat et la vente des bestiaux » (L. 18 juillet 1889, art. 5). Le fermier n'est tenu « qu'à cultiver en bon père de famille et d'employer la chose louée à l'usage auquel elle a été destinée » (art. 1766). Ces situations, qui laissent le travailleur libre d'organiser son travail et son repos, ne sont séparées de celle du propriétaire que par « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue » (art. 544).

III. — L'ouvrier agricole vit dans un milieu naturel qui produit des matières indispensables à la vie. Cette place près des objets nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille lui crée une situation particulière dans le monde du travail.

Les sociologues et les économistes ont établi ou essayé d'établir que le salaire de l'ouvrier est un « salaire nécessaire » qui permet à peine d'exister et de se prolonger dans l'avenir. L'ouvrier agricole vit à meilleur compte, souvent il obtient dans son salaire la nourriture et le logement; il est débarrassé de la préoccupation de vivre. Il est vrai que cette situation est vue avec défaveur, on suppose que l'existence assurée encourage le moindre effort. Le besoin ne sti-

mule plus l'activité de l'ouvrier. Il se désintéresse des progrès de la civilisation et des efforts d'émancipation de ses camarades de l'industrie et du commerce moins favorisés que lui pour satisfaire à leurs besoins matériels.

Le travail agricole est aussi considéré comme attrayant et facile — on devient agriculteur sans apprentissage... La nature est le milieu originel du travail, il ne semble pas qu'elle puisse réagir douloureusement sur celui qui met en œuvre ses éléments. Telles sont les opinions ordinaires qui font supposer que le travailleur des champs n'a pas droit à une sollicitude égale à celle qu'il faut exercer à l'égard des ouvriers qui vivent dans le milieu artificiel de l'industrie, où la volonté de l'homme accumule des machines dangereuses pour accroître la production.

On suppose encore que les forces mystérieuses qui président au développement des opérations agricoles appartiennent à cette catégorie de causes qui créent les cas fortuits et dispensent de la réparation des dommages ou de l'exécution des obligations.

Les progrès de la science, appliqués à l'agriculture, modifient rapidement le caractère naturel du milieu de travail agricole. Les machines, les moteurs inanimés, les matières toxiques sont nécessaires pour la culture développée et pour la lutte contre les parasites de la matière vivante. La ferme se transforme en usine, en laboratoire ou en bureau pour la vente directe au consommateur. Aussi l'appréhension du législateur pour surveiller le labeur agricole disparaît. La loi a tendance à égaliser les conditions du travail pour tous les salariés. Cette égalisation se manifeste d'abord entre les diverses classes de la population active agricole.

IV. — Les lois ouvrières qui se préoccupent de travail agricole semblent vouloir diminuer les oppositions d'intérêts des divers ouvriers ruraux. L'énumération des personnes protégées comprend généralement tous ceux qui s'occupent des opérations effectuées dans les exploitations rurales.

On peut signaler dans l'ordre chronologique :

1° La loi du 30 juin 1899 sur les accidents dans les exploitations agricoles. Dans son article unique, elle protège « les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines » ;

2° La loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et payannes admet pour l'assurance facultative « les fermiers, métayers, cultivateurs » (art. 36, modifié L. 27 février 1912, art. 39) ;

3° L'article 2 de la loi du 11 février 1914 n'autorise les prêts complémentaires pour dépendances agricoles aux habitations à bon marché qu'à celui qui justifie « qu'il est salarié, ou bien qu'il est fermier, métayer, cultivateur... ». De même, l'article 8 de la loi du 9 avril 1918, pour faciliter l'acquisition de la propriété rurale aux démobilisés, exige, dans certains cas, la profession antérieure « de fermier, métayer, ouvrier agricole » (Décr. 3 décembre 1918).

Il résulte de ces textes que tous ceux qui prennent une part effective et directe à la culture du sol sont également protégés. Les enquêtes sur la population agricole ne sont pas étrangères à ce mouvement de sollicitude générale ; leur résultat montre que le nombre des chefs d'exploitation est supérieur à celui des salariés agricoles.

L'étude que nous essayons d'entreprendre sur la protection légale de l'ouvrier agricole a pour but de rechercher dans nos codes et dans nos lois les dispositions qui peuvent favoriser le travailleur du sol. Il existe peu de textes spéciaux aux

agriculteurs, mais des lois anciennes et le Code civil lui-même peuvent, par certaines prescriptions, défendre le salaire de l'ouvrier, son existence, ou faciliter l'acquisition de la propriété qui lui donne l'indépendance.

Les mesures législatives qui se rapportent au travail ont paru plus susceptibles de donner la tournure du mouvement de la législation et de la jurisprudence.

La prévoyance sociale donne des dispositions intéressantes. Mais les retraites et les assurances forment une catégorie de législation ouvrière qui n'est pas indispensable pour comprendre le mouvement de la protection légale; leur étude aurait ajouté des documents trop nombreux à notre sujet.

CHAPITRE II

Le Code civil et le travail agricole.

- I. *Les usages locaux.* — Constatation de leur existence. Rapport juridique avec le travail agricole. Influence sur le mouvement de la législation.
- II. *Le louage de services en agriculture.* — Règles spéciales. Conditions d'exécution de contrat.
- III. *La responsabilité du chef d'exploitation agricole.* — La responsabilité par la faute. Difficulté de prouver cette faute. Responsabilité légale du fait des personnes et des choses inanimées.
- IV. *Évolution de la doctrine et de la jurisprudence.* — Les conditions du travail. La responsabilité du maître.

I. — L'usage a force de loi dans certains cas déterminés par le Code, avec cette condition que le fait qui le constitue est constamment reconnu comme communément adopté par la généralité des personnes qui doivent s'y conformer, ou pour les choses auxquelles il doit s'appliquer (1). Il n'est pas nécessaire que les faits constitutifs de l'usage soient d'une pratique générale. Quand les dispositions de la loi s'y réfèrent, il s'agit le plus souvent d'une coutume locale (C. civ., art. 663, 671, 1159, 1758).

Ces usages peuvent aussi être constatés par des décisions de justice qui s'appliquent à des litiges semblables. Ils sont quelquefois rédigés par des personnes déterminées sur l'invitation des pouvoirs publics (2).

(1) Baudry-Lacantinerie, t. I, p. 7.

(2) Circulaire du 26 juillet 1844, D., 45. 376.

Le Code civil, dont le but principal est d'établir les principes de droit qui régissent les biens et les personnes, a consacré la valeur juridique de certains usages. Ces usages, qui régissent souvent les conventions, n'ont pas pour but principal de diminuer ou de détruire l'indépendance des personnes et des biens. Le décret des 28 septembre-6 octobre 1791 concernant les biens et les usages ruraux et la police rurale a proclamé : « Le territoire de la France dans toute son étendue est libre comme les personnes qui l'habitent ».

On a rappelé que le Code civil était quelquefois considéré comme un code bourgeois peu favorable aux prolétaires. On le représente aussi comme le résultat d'une législation de classe. S'il a ce caractère, et que son but soit de protéger la propriété, il est logique de supposer que l'ouvrier agricole attaché au sol peut, par incidence, profiter de cette disposition protectrice pour les biens.

Les usages auxquels on doit se référer intéressent souvent la culture du sol. L'article 1159, qui dispose « ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé », défend le travailleur rural pour son inexpérience à connaître les différentes obligations qui sont la conséquence du climat de la région ou de la culture.

De plus, l'usage se modifie avec la pratique du travail. Il suit les conditions de la vie sociale, puisqu'il est constitué par les faits qui la composent. Il donne la solution des situations complexes et diverses de l'agriculture. L'ouvrier peut l'invoquer pour protéger sa force de travail ou son salaire.

Le droit écrit du Code civil, précis et fixe, se vivifie par les usages locaux ; ses dispositions sont d'une application plus souple et plus actuelle (1).

(1) Cass., 3 mars 1902, S., 1903. 1. 265 (note Naquet).

Ces usages ne sont pas le résultat de la volonté collective, mais le produit spontané des mœurs rurales. Le paysan s'accommode mieux de cette source de droit qu'il croit avoir formée et sur laquelle il pense avoir de l'influence.

Objectivement, les conséquences des usages sur le mouvement de la législation sont diversement appréciées. Après le Code civil, la loi du 13 juin 1866 a introduit l'usage de la coutume dans le droit commercial. A la fin du siècle dernier et à l'occasion d'une discussion sur l'amélioration du sort des travailleurs par la loi, des juristes ont affirmé l'influence négative des usages. Ces usages encouragent la paresse législative et laissent au temps le soin de résoudre des questions urgentes. Certains usages sont « malfaisants et ceux qui en profitent le plus directement n'en prononcent pas moins les condamnations les plus sévères » (1).

Ces opinions opposées sont le résultat d'une appréciation subjective du rôle de la législation dans le progrès social. Les lois modifient les usages ou en constatent de nouveaux pour suivre les conditions du travail nées du développement de la civilisation. Il est inhumain d'attendre que des faits répétés changent les habitudes des conventions entre le capital et le travail.

La législation ancienne suffit pour une période à transformation économique lente ; mais la formation insensible des usages donne au droit une apparence d'immobilité dans le mouvement rapide du progrès technique. L'ouvrier suppose l'indifférence des pouvoirs publics et demande des mesures de protection nouvelles.

Ces considérations s'appliquent au travail agricole qui

(1) R. Jay, *Association nationale pour la protection légale des travailleurs*, séance du 19 février 1908.

s'exerce sur des choses régies par le réseau rigide des règles du Code civil. La multiplicité des cultures, la diversité des travaux, le particularisme des régions agricoles rendent difficile la preuve du fait constant qui constitue l'usage. L'agriculture suit le mouvement du progrès des sciences; l'usage ne suffit plus à représenter l'aspect nouveau du travail organisé par le perfectionnement des méthodes culturales.

II. — Il y a deux sortes de contrat de louage, dit le Code civil : « Celui des choses et celui d'ouvrage » (art. 1708), et il ajoute une définition générale : « Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu avec elle » (art. 1710).

Nous avons vu que l'ouvrier agricole n'est pas libre d'effectuer son ouvrage et qu'il doit suivre les indications du propriétaire ou du chef d'entreprise. Il se distingue par cette obligation du tâcheron qui entreprend d'exécuter un travail en spéculant sur son habileté professionnelle (moisson, vendange).

Le contrat de travail de l'ouvrier agricole est « un louage de travail ou de services ». Le contrat du tâcheron est « un marché au prix fait pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, qui est aussi un louage, lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage se fait ». « Ces espèces ont des règles particulières » (art. 1711).

L'obligation principale de l'ouvrier dans le louage de travail ou de service est d'accomplir les opérations de récolte de culture ou d'intérieur de ferme en se conformant aux indications du maître.

D'abord, deux observations s'imposent : 1° Les travaux ne peuvent être ni prévus, ni exactement délimités; ils sont

généralement sous la dépendance d'événements naturels imprévisibles; 2° ces travaux s'effectuent sur une grande surface, la surveillance est difficile et les indications opératoires sont impossibles au cours de l'exécution du travail. L'obligation d'accomplir un fait qui constitue le contrat de travail agricole ne peut avoir des règles rigoureuses, et les prescriptions du Code sont soumises à des interprétations multiples.

Dans *l'exécution du travail*, nous pouvons savoir certainement si la durée effectuée est égale à celle stipulée par la convention; nous constatons aussi que les recommandations du chef d'exploitation sont exécutées sans désordre. Il n'est pas possible de connaître l'efficacité de l'ouvrage constaté. Le résultat se produit à échéance variable suivant les saisons et le climat. Les malfaçons sont difficiles à établir; la pratique culturale suppose une consistance déterminée du sol, un état particulier des cultures arbustives ou des récoltes ordinaires. Les retards sont involontaires; les agents atmosphériques créent le chômage forcé ou une solution de continuité dans le travail. La mauvaise volonté de l'ouvrier est d'une appréciation délicate; la nature, au bout de peu de temps, fait disparaître le résultat du travail manuel ou en modifie l'aspect.

L'article 1142 permet d'obtenir l'équivalent du travail non effectué: « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts ». Les considérations qui précèdent montrent avec quelle facilité « la cause étrangère qui ne peut être imputée au débiteur » (art. 1147) pourra être invoquée par le travailleur. Le résultat de l'imprécision de la preuve de l'inexécution totale ou partielle de l'ouvrage promis est juridiquement favorable à l'ouvrier agricole (1).

(1) Cass., 9 mai 1911, S., 1911. 1. 576.

Le chef d'entreprise doit payer le salaire convenu (art. 1710, ; mais il doit, en outre, donner à l'ouvrier les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche (1) et mettre ces moyens à sa disposition. Cette obligation résulte, non des conventions particulières, mais plus généralement d'un principe de droit commun : « Les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais encore à toutes les obligations que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature » (art. 1135).

Ces *prestations d'usage* sont d'ordre différent, suivant la culture et le mode d'exploitation du sol. Elles ont rapport :

1° A l'exécution facile du travail par l'utilisation de machines ou d'outils qui économisent la force de l'ouvrier et que le maître doit fournir, à la solidité de ces appareils, au caractère inoffensif des matières employées, à l'attitude des animaux pour le travail et à leur tranquillité;

2° Dans le cas où des denrées sont comprises dans le salaire, elles doivent être données de qualité normale. De même, la nourriture qui entretient la force de travail est supposée saine et abondante. Enfin le logement doit satisfaire aux conditions communes d'hygiène et être disposé pour permettre l'existence de la famille ouvrière dans des conditions de bonne moralité.

Ces obligations qui sont si nombreuses et d'ordre si différent seraient la source de multiples litiges si les usages n'avaient généralement fixé pour une région considérée les conditions d'établissement des ouvriers dans la culture, en même temps que le nombre et l'état des choses qui sont mises à leur disposition. Malgré cela, il est souvent nécessaire d'utiliser les principes généraux du droit civil qui régissent

(1) Bry, *Législation industrielle*, p. 219 (1912).

les conventions. L'ouvrier trouve encore, dans certaines de ces dispositions, des textes qui le protègent et lui assurent la faveur particulière du juge. « Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation » (art. 1162).

Pendant que le louage du travail ou de services s'exécute, des événements nouveaux ou une variation dans les conditions du travail peuvent faire désirer, par l'une des parties, *la rupture du contrat*. Cette rupture est toujours possible, le Code civil a établi le principe de la liberté de la personne : « On ne peut engager les services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ».

La loi du 27 décembre 1890 a ajouté de nouveaux alinéas à l'article 1780 qui contient cette disposition fondamentale. Désormais la rupture abusive du contrat de travail sans motif légitime est possible ; mais « la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages intérêts ».

D'abord, il faut constater que la règle ne s'applique qu'au louage fait sans détermination de durée (expresse ou tacite). Le texte stipule : « Le louage de services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties contractantes ».

En agriculture, le législateur s'est préoccupé de fixer la durée du contrat de travail rural. L'article 15 de la loi du 9 juillet 1889 contient un article additionnel qui prescrit que la durée du louage des domestiques et des ouvriers ruraux est, sauf preuve d'une convention contraire, réglée suivant l'usage des lieux ». Malgré cette disposition, la durée du louage des ouvriers agricoles est mal déterminée. L'examen des usages locaux recueillis démontre qu'à la même époque commencent des travaux qui se terminent à des saisons diffé-

rentes. On se loue donc pour un an ou neuf mois pour l'hiver ; trois mois pour les semences. L'usage seul ne permet pas de déterminer la durée choisie au moment où la convention s'est formée (1). Il est vrai que certaines circonstances de fait ou de pratique culturale laissent présumer le genre de louage consenti ; il y a là une série de preuves à fournir qui ajoute à la complexité du litige.

On remarque qu'un contrat de travail agricole à durée déterminée par la convention ou les usages peut être renouvelé par tacite reconduction. Il est présumé qu'un nouveau contrat se forme pour la même durée et aux mêmes conditions que l'ancien, et si les travaux n'ont pas un caractère saisonnier bien établi, il faut supposer que le contrat est devenu à durée indéterminée et que l'article 1780 peut s'appliquer.

La théorie de l'abus de droit intervient dans l'appréciation des motifs légitimes qui préservent des dommages de rupture. Le procédé, le but recherché par la résiliation du contrat, indiquent si l'exercice de ce droit est malicieux (2).

La jurisprudence qui interprète la loi de 1890 exige de celui qui réclame des dommages-intérêts la preuve d'un préjudice et la faute de l'autre partie par l'absence de motifs légitimes.

Le préjudice et la faute sont des questions de fait pour lesquelles le juge a un pouvoir souverain d'appréciation (3). Quant à la fixation de l'indemnité à allouer le cas échéant, « il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé... et, en général, de toutes les cir-

(1) Usages locaux de Lot-et-Garonne recueillis par le Conseil général.

(2) Bry, *Législation industrielle*, 1912, p. 107.

(3) Cass., 30 octobre 1911, S., 1912. 1. 511. — Cass., 18 mai 1909, S., 1909. 1. 428.

constances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé » (art. 1780, al. 4).

Le juge de paix solutionne les litiges de louage de services par application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1905 qui lui attribue compétence illimitée pour connaître des « contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois et à l'année » (1). Cette juridiction, facilement accessible et peu onéreuse, favorise la protection de l'ouvrier. Le juge de paix à compétence territoriale peu étendue possède une connaissance profonde des habitudes du travail local; des experts ou agents techniques lui permettent de déterminer la valeur exacte du préjudice. Il apprécie l'intention des parties, le but qu'elles ont poursuivi dans l'exécution de leurs obligations ou dans l'exercice de leurs droits. Il détermine le caractère arbitraire des actes qui constituent la faute dommageable.

Dans ce premier examen des conditions de rupture du louage de travail agricole, nous avons supposé l'existence d'un congé régulier, c'est-à-dire le délai de prévenance ou de préavis exigé par l'usage observé; malgré l'exécution de cette obligation légale, un préjudice contraire à l'équité a été causé par une des parties en cause.

Une autre hypothèse peut être examinée, celle du congé brusqué par la rupture sans délai d'usage. Le travail du sol présente des occasions multiples où cette détermination est prise par le chef d'entreprise agricole.

Les travaux de culture ne sont pas toujours susceptibles d'être exactement évalués dans leur durée ou dans l'effort nécessaire à leur exécution. Des facteurs externes interrompent le travail ou en exigent l'exécution plus rapide (mois-

(1) Pabon, *Traité des justices de paix*, t. II, p. 494.

son, vendange). L'incapacité professionnelle de l'ouvrier peut apparaître au cours du travail. Dans ces conditions, si des conventions particulières n'ont pas déterminé une éventualité de rupture, il est nécessaire de demander une résiliation judiciaire. C'est à ce moment que se pose la question de savoir si celui qui rompt le contrat doit payer une indemnité égale au salaire que le préposé aurait touché pendant les délais de congé ou si le maître doit payer, en outre, des dommages-intérêts par application de l'article 1780. « L'obligation du congé ou d'une indemnité correspondante au délai-congé constitue une véritable clause pénale qui, aux termes de l'article 1152, ne peut être ni augmentée, ni diminuée; d'ailleurs, lorsque le congé est donné, le contrat, qui avait une durée indéterminée, devient un contrat à durée déterminée auquel l'article 1780 n'est pas applicable » (1).

Notons enfin que la loi de 1890 contient une disposition d'ordre public qui rend nulle toute clause de renonciation au droit de demander une indemnité pour rupture de contrat de louage de travail à durée indéterminée. « Les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts ».

III. — L'ouvrier agricole qui est subordonné et ne profite pas des bénéfices de l'entreprise n'est pas tenu de subir les risques du travail auquel il collabore. Les pertes et les détériorations sont à la charge de celui qui dirige l'exploitation. Le Code civil, en organisant la liberté et la sécurité des biens, n'a pas négligé d'imposer la contre-partie de ces avantages par une série d'obligations correspondantes. Les tribunaux, en appliquant la loi, l'adaptent aux conditions

(1) Pabon, *loc. cit.*, t. II, p. 527.

nouvelles du travail et la doctrine cherche par ces dissertations à améliorer l'interprétation des décisions de la jurisprudence, elle atténue aussi l'effet des tentatives trop hardies. La responsabilité du propriétaire a subi la double influence de ce mouvement juridique.

L'article 1137 contient une obligation générale qui s'applique à toutes les conventions et aux rapports de l'ouvrier et du chef d'entreprise agricole. L'obligation de « veiller à la conservation de la chose » est une obligation de faire et de ne pas faire qui peut se résoudre en dommages-intérêts en cas d'inexécution. Cette chose qu'il faut conserver peut être le bien du propriétaire et aussi la force du travail de l'ouvrier, l'un et l'autre ont « pour objet l'utilité commune des parties ». L'obligation est « plus ou moins étendue », mais généralement elle est celle « d'apporter les soins d'un bon père de famille ».

Cette disposition permet à l'ouvrier de se protéger contre les négligences et les fautes de l'employeur. Au moment où le travailleur des champs engage ses services, il n'est pas d'usage qu'il vérifie tous les détails de l'établissement dans lequel il doit travailler. Il ne peut vérifier l'état des choses qui seront mises à sa disposition pour exécuter son ouvrage, et il ne peut présumer les défauts de vigilance ou de soins du propriétaire. Cette vérification serait d'ailleurs impossible matériellement et contraire au principe de convenance morale qui interdit de présumer la mauvaise foi.

Dans l'ancien droit, on discutait pour savoir l'importance de chacune des parties dans le contrat et l'on supposait responsable de la faute la plus légère celui qui retirait de la convention le plus grand profit. Actuellement, le texte de l'article 1137, qui comprend « l'utilité de l'une des parties et l'utilité commune », semble n'exiger du maître que l'admi-

nistration agricole moyenne d'une personne prudente (1).

A côté de cette *faute contractuelle*, qui consiste à ne pas exécuter ou à exécuter incomplètement les conditions du contrat, existe dans le Code la *faute délictuelle* de l'article 1383 qui suppose une faute plus légère. Cette distinction permet de déterminer le caractère de la réparation du dommage et le montant de la somme à payer. Ce montant varie avec chaque catégorie de faute.

Quand il s'agit de l'inexécution d'une convention, elle ne peut être appréciée que par la connaissance préalable de l'étendue des engagements pris par les parties. La nature des opérations culturales ou des récoltes fixe l'étendue des obligations contractuelles. Il existe des travaux familiers à tous les cultivateurs et des moyens nouveaux imposés par des découvertes scientifiques pour lesquelles l'ouvrier agricole est insuffisamment préparé. La vigilance du maître doit s'exercer dans l'emploi des matières toxiques pour les traitements anticryptogamiques ou parasitaires. L'élagage des arbres exige une pratique différente et une vigueur corporelle particulière. Le chef d'entreprise est responsable de toutes les modalités d'exécution qu'il impose à son auxiliaire.

Le maître doit s'abstenir aussi d'accomplir un acte qu'il serait prudent d'éviter. L'acte accompli a souvent pour conséquence indirecte de modifier les mesures de précautions prévues par l'ouvrier et de créer des circonstances plus dangereuses.

Le cas fortuit qu'on ne peut prévoir et auquel on ne pourrait résister même si on l'avait prévu, est une cause générale d'exonération et une cause d'atténuation de responsabilité. La jurisprudence limite le nombre des cas fortuits et, de ce fait, la protection des travailleurs reste efficace.

(1) Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 79.

Pour évoquer les dispositions protectrices du Code civil, le demandeur (l'ouvrier) doit se soumettre aux prescriptions de l'article 1315 : « celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ». Cette preuve est difficile en agriculture. La sphère d'activité de l'ouvrier rural est vaste ; son existence isolée ne favorise pas la constatation des faits qui établissent le droit au dommage. Le préjudice et la faute sont des éléments juridiques solidaires, il est rare que l'ouvrier trouve dans une action ces deux faits établis. Le propriétaire n'est d'ailleurs tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus et qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est pas par son dol que l'obligation n'est pas exécutée (art. 1150).

Il existe une responsabilité plus rigoureuse qui ne dérive plus de la faute prouvée. Les articles 1384, 1385 et 1386 ont établi le régime de la responsabilité par *la faute présumée*.

Quand on considère les choses qui sont la cause de cette obligation rigoureuse, on voit par les textes qu'elles composent une partie du milieu où s'exerce l'activité de travail de l'ouvrier. Les personnes, les animaux, les bâtiments et les choses animées constituent les éléments principaux des exploitations rurales.

La doctrine a essayé de donner la cause de cette présomption de faute. On a supposé d'abord que le propriétaire de ces objets est responsable parce qu'il est propriétaire et qu'il doit payer la liberté, l'indépendance et le profit que donne la libre disposition des choses. On a supposé ensuite que l'existence des objets crée un risque permanent pour ceux qui sont obligés de vivre à leur contact et de les utiliser. Il a semblé juste, pour stimuler l'intention et augmenter la prudence de celui qui a ces choses sous sa garde, de lui donner la responsabilité du dommage qu'elles peuvent causer. Il y a au fond de cette notion de responsabilité une

présomption de faute pour avoir négligé de ne pas prévenir un préjudice.

« On est responsable du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui des personnes dont on doit répondre... les maîtres et les commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils sont employés » (art. 1384).

La faute du patron n'est pas ici nécessaire. Il suffit de prouver que l'auteur du préjudice accomplissait un acte de sa fonction et aussi que celui auquel on réclame la réparation est bien le maître ou le commettant de l'ouvrier qui a commis l'acte dommageable. On suppose que le maître n'a pas donné des ordres à son protégé pour éviter l'accident ou qu'il a négligé de choisir avec soin ses subordonnés (1).

L'ouvrier agricole est protégé, il est le préposé du chef d'exploitation rurale. Il lui suffit de prouver que son contrat de louage de services est certain et que ce contrat autorise une subordination réelle qui permet au maître de diriger le travail de culture. Il faut, de plus, que le dommage se soit produit dans l'exécution du travail agricole pour lequel le contrat de travail a été conclu.

Les pâtres, les bergers ou petits manœuvres employés dans les fermes sont à la charge du maître pour les dommages causés par eux quand l'autorité ou la surveillance paternelle ne peut s'exercer. On peut admettre en sens contraire que les parents sont responsables de leurs enfants quand ils vivent avec eux chez autrui, avec la réserve que les enfants ne sont pas employés au service exclusif du maître de culture ou ne sont pas coupables d'acte dommageable à l'occasion d'opérations agricoles.

(1) Cass. civ., 24 août 1847.

Il y a controverse pour savoir si le chef d'entreprise peut prouver qu'il lui a été impossible de prévenir le dommage; seul le cas fortuit semble l'exonérer de la responsabilité des personnes qu'il a sous sa garde.

Il existe une autre faute présumée à la charge du propriétaire, c'est celle de ne pas avoir exercé une surveillance active sur les animaux qui lui appartiennent. « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé » (art. 1385).

D'après ce texte, sont seuls responsables « le propriétaire » ou « celui qui se sert » de l'animal. Pour qu'une autre personne qui emploie l'animal soit responsable, il faut qu'elle soit indépendante du maître. Cette situation n'est pas celle de l'ouvrier agricole. Il est subordonné, aussi l'article 1385 est inutile pour établir cette responsabilité. L'article 1384 a déjà établi une règle par laquelle le commettant est civilement responsable des faits de la personne qui le représente en effectuant un travail pour son profit. La question serait moins simple, s'il s'agissait d'un fermier ou d'un métayer; il serait utile d'établir dans ce cas à qui appartient la responsabilité des animaux donnés en cheptel.

La vétusté des constructions rurales est généralement cause d'accidents. La ruine d'un bâtiment peut engager la responsabilité d'un propriétaire « lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de la construction » (art. 1386).

L'ouvrier n'a pas à prouver qu'il y a eu faute du propriétaire, mais simplement l'existence d'une négligence d'entretien ou d'un vice dans l'édification du bâtiment. Ces deux conditions nécessaires étant établies, le propriétaire ne peut

se défendre en prétextant qu'il ignorait le vice ou qu'il n'a pas été en son pouvoir de prévenir la ruine. Il lui serait même impossible de prouver que les effets d'un cas fortuit n'ont pas été aggravés par l'état particulier de sa chose.

IV. — L'article 1384, alinéa 1 *in fine*, contient une disposition qui établit la responsabilité du dommage causé « par le fait... des choses que l'on a sous sa garde ».

Ce texte est resté longtemps inutilisé, la jurisprudence et la doctrine traditionnelle supposaient que l'énumération des articles précédents était limitative. Les personnes, les animaux, les bâtiments étaient seuls considérés comme susceptibles de créer juridiquement un dommage.

Une théorie nouvelle, en comparant les textes, a établi par analogie que la responsabilité générale pour les choses qu'on a sous sa garde est du même ordre et que la faute doit, de même, être présumée (1). Cette doctrine modifie les rapports juridiques nés du contrat de louage de travail ou de services. Le chef d'entreprise est responsable des effets produits par les choses mobilières mises à la disposition de l'ouvrier. Il est vrai qu'une doctrine opposée tient compte du pouvoir de l'ouvrier sur les objets qui lui sont confiés et qu'il dirige par sa volonté (2). Elle suppose que cette liberté de direction peut atténuer la responsabilité du maître.

Dans cette interprétation extensive, la jurisprudence avait précédé la doctrine. Le mot « bâtiment », de l'article 1386, était considéré comme susceptible de désigner tous les objets incorporés dans l'immeuble. Les dommages causés par les immeubles par destination pouvaient ainsi bénéficier du

(1) Jossérand, *Responsabilité du fait des choses inanimées*, 1897.

(2) Esmein, S., note, 1910. I. 17.

régime de la faute présumée du patron (1). Il résulte de cette orientation un ensemble de décisions plus rigoureuses pour le propriétaire.

D'autres textes du Code civil peuvent être utilisés pour édifier les réclamations de l'ouvrier. La théorie ancienne, qui considère le labeur du bailleur de travail comme une chose, comme une marchandise, permet d'appliquer au louage de services les règles du bail. Comme le preneur de biens, le maître « répond des dégradations ou des pertes qui arrivent pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute » (art. 1732).

Malgré toutes ses tentatives, le droit commun ne parvient pas à protéger complètement l'ouvrier. La Cour de cassation se refuse à admettre la responsabilité du chef d'entreprise par rapport à l'ouvrier comme une conséquence du contrat de louage de services. Elle n'admet pas la responsabilité contractuelle dans laquelle la faute du patron est présumée au profit de l'ouvrier. Cette jurisprudence n'admet que la responsabilité délictuelle des articles 1382 et 1383 et oblige le travailleur à prouver la faute de son employeur. En résumé, l'ouvrier, dans son travail, supporte les cas fortuits quand ils lui causent un dommage ; il supporte aussi la faute du maître quand il ne parvient pas à la prouver (2).

Quoi qu'il en soit, la théorie « hardie et neuve » de la « responsabilité propriétaire », même tempérée par la notion de faute (3), donne à l'ouvrier agricole un secours favorable.

Cette protection théorique du droit civil est rarement utilisée par le cultivateur. Il faut mettre ce non-usage de la

(1) Cass. 19 avril 1887, S., 1887. 1. 217.

(2) Cass., 1^{er} juillet 1900, S., 1900. 1. 400.

(3) Cass. req., 25 mars 1908.

protection légale sur l'ignorance des travailleurs ruraux pour leurs droits et aussi sur la répugnance naturelle de l'ouvrier agricole pour la complexité des formes de procédure.

La responsabilité civile est grave, illimitée, mais soumise à l'obligation de la preuve du préjudice et de la faute. Le cultivateur désire une protection moins étendue et d'un accès plus facile. Le risque professionnel, qui est connu d'avance et met la responsabilité des accidents au rang d'une charge normale de l'exploitation, est considéré dans les campagnes comme une protection pleine de sécurité ; il exonère de nombreuses preuves à fournir et des difficultés de procédure.

D'ailleurs, on ne peut demander au Code civil « de tout régler » et de « tout prévoir ». Il a posé des « principes féconds en conséquences » (1) et a permis à la jurisprudence, par l'application de ses « maximes générales de droit », de suivre l'évolution du progrès moderne dans le domaine du travail. Quand l'évolution économique est devenue trop rapide, il n'a plus été possible de faire pénétrer dans son cadre la législation touffue et complexe des lois ouvrières. Une codification nouvelle a permis de réunir ces dispositions plus récentes et l'agriculture n'a encore que peu bénéficié de cette réglementation. En attendant son admission complète au Code du travail, elle trouve dans le vieux Code de 1804 des textes qui protègent ceux qui collaborent à mettre en valeur les éléments du sol. Nous avons voulu prouver que l'ouvrier rural avait profité du soin particulier employé par le législateur de l'époque impériale pour rédiger le Code de la propriété.

Un esprit nouveau oblige le Parlement à créer une légis-

(1) Portalis, *Discours et rapports sur le Code civil*, 1845.

lation nouvelle et spéciale aux travailleurs. Malgré les appréhensions que ce mouvement fait naître chez les agriculteurs, nous croyons que la charge en sera moins lourde que l'application rigoureuse de la responsabilité civile à tous les risques agricoles.

CHAPITRE III

Le Code du travail et les ouvriers agricoles.

- I. Livre I. *Des conventions relatives au travail.* — L'apprentissage agricole. Le salaire en nature. Le placement des travailleurs ruraux.
- II. Livre II. *De la réglementation du travail.* — Les conditions du travail. Hygiène et sécurité. L'inspection du travail.

Il semble vain de rechercher dans le Code du travail des textes qui intéressent directement le travail agricole ; deux livres sont promulgués sur sept dont se compose l'ouvrage, les dispositions qu'ils contiennent ne sont qu'une mosaïque d'éléments de lois antérieures. Ce n'est que par des lois récentes (11 juin 1917, 23 avril 1919) qu'un esprit particulier a pénétré dans ce monument législatif.

Malgré cette orientation nouvelle, ce Code est encore insuffisant à l'égard des travailleurs ruraux (1). Le législateur a employé un soin tenace à éliminer de la réglementation légale du travail les exploitations ou établissements agricoles.

Même réduit à des dispositions qui intéressent principalement l'industrie et le commerce, le Code du travail peut être d'une étude utile pour comprendre l'orientation de la législation ouvrière rurale. L'agriculture, par l'application de

(1) R. Jay, *Le droit au repos* (Cours 1918-1919).

nouveaux procédés techniques, se rapproche de l'organisation scientifique des autres branches de la production, et le mot industrie désigne par extension toutes les branches de l'activité humaine sans en excepter l'industrie agricole. On peut suivre dans ces textes de réglementation les situations analogues de travail et rechercher si l'exclusion du travail agricole est nécessaire. On peut aussi étudier par quelle modalité de disposition législative on peut accorder une protection égale à tous les travailleurs, sans désorganiser les habitudes et les coutumes du travail régional.

I. — *Le contrat d'apprentissage*, tel qu'il résulte des dispositions du titre I du livre I du Code du travail, semble ne pouvoir obliger qu'un « fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier » (art. 1^{er}) (1). Peut-être est-il possible de faire entrer le travail agricole dans cette désignation, si on suppose que les entreprises agricoles sont considérées comme des « ateliers du sol ». Cette extension donnée au texte au profit de la culture est contraire aux décisions de la jurisprudence (2). On peut, cependant, justifier la nécessité du contrat d'apprentissage agricole par divers ordres de considérations.

1° L'agriculture emploie souvent des enfants qui vivent isolés et éloignés de leur famille. Il est injuste qu'ils ne bénéficient pas quand ils sont au service d'autrui des mesures de protection prévues par les articles 4, 5, 6 et 7. Les incapacités que déterminent ces articles (minorité, veuvage, divorce, moralité) sont d'une application utile dans les cam-

(1) Les articles sans indications spéciales sont du Code du travail et de la prévoyance sociale.

(2) D., 1892. 2. 616.

pagnes. On prétendra peut-être que les enfants, bergers ou pâtres ne sont pas des apprentis et que la responsabilité civile du Code civil suffit à les protéger. Mais il n'y a dans cette observation qu'une question de principe, à savoir si le système de législation préventif est supérieur au système répressif. Quand il s'agit d'enfants mineurs, les dispositions préalables du Code du travail semblent plus efficaces ;

2° Le contrat qui stipule des obligations est favorable pour développer l'instruction agricole des jeunes ouvriers. L'agriculture supporte la crise de l'apprentissage. Les méthodes nouvelles de culture laissent moins de place aux procédés empiriques. Le travail des champs, où l'enfant n'est pas, comme dans l'industrie, l'auxiliaire des adultes, ne favorise pas l'éducation. L'obligation d'enseigner « progressivement et complètement » (art. 10) s'appliquerait utilement à la campagne. Les résultats dans la culture ne sont pas immédiatement apparents ; il est nécessaire d'en instruire l'enfant qui ne peut les constater immédiatement. Toute opération manuelle doit être accompagnée d'une explication technique qui éveille et développe l'habileté et l'intelligence. Sans explication, l'échec de la récolte ne se comprend pas ; l'enfant généreux et impatient se dégoûte de son travail et suppose que ses efforts sont sans influence pour augmenter la prospérité de la ferme. La lutte contre les éléments naturels est pénible, elle augmente son inquiétude et le pousse à orienter sa vie dans une direction autre que celle du travail du sol ;

3° Si la légalité du contrat d'apprentissage agricole n'est pas admise, certaines dispositions législatives ne s'expliquent que par des textes complémentaires. La loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses, assimile les enfants de 13 à 16 ans aux enfants de moins de 13 ans pour

recevoir une allocation annuelle, à la condition (art. 2) que les parents présentent un contrat écrit d'apprentissage. Il est naturel de supposer que le législateur, en établissant cette prescription, n'a pas voulu diminuer la profession agricole ;

4° Les statistiques indiquent une forte proportion d'illettrés dans les régions à culture peu intensive. Le contrat d'apprentissage est utile pour diminuer l'ignorance. « Si l'apprenti âgé de moins de 16 ans ne sait pas lire, écrire et compter..., le maître est tenu de lui laisser prendre sur la journée de travail le temps et la liberté nécessaires pour son instruction » (art. 9). Avant la loi du 2 août 1918 sur l'enseignement professionnel public de l'agriculture, on pouvait objecter que l'instruction était impossible à la campagne par défaut d'établissements susceptibles de la fournir après les heures de travail. La loi précitée, qui établit pour les enfants à partir de 13 ans et les jeunes filles de plus de 12 ans un enseignement qui suit le cours des travaux saisonniers, permettra d'organiser, en même temps que l'instruction technique, une éducation élémentaire qui diminuera le nombre des illettrés.

Le texte du titre II, livre I, sur *Le contrat de travail* est à remarquer par ce fait que les « exploitations agricoles » sont désignées avec les établissements industriels ou commerciaux. Il est rare que le Code édicte des prescriptions communes à ces trois branches de l'activité humaine.

Dans l'étude sur le Code civil et les ouvriers agricoles, nous avons étudié en détail le louage de services agricoles qui prend ici le nom de contrat de travail.

Ce contrat « est soumis aux règles du droit commun et peut être constaté dans les formes qu'il convient aux parties contractantes d'adopter » (art. 19).

A l'égard des ouvriers agricoles, une tentative a été faite

au moment de la discussion de la loi du 15 juillet 1914 sur les accidents forestiers pour établir la preuve de l'embauchage « nommément et par écrit ». Cette tentative n'a pas réussi, c'est le droit commun qui régit le contrat de travail agricole (1).

« Les formes » de contrat n'étant pas définies, si un écrit constate la convention, l'article 1325 du Code civil, qui impose la formalité du double écrit, ne trouve plus d'application (2).

La durée du louage prévue par l'article 21 a été d'abord établie par une loi du 9 juillet 1889; nous avons signalé ses dispositions à l'égard des ouvriers ruraux.

Les engagements de plus d'un an sont l'exception, à moins que « l'ouvrier ne soit contremaître ou conducteur des autres ouvriers » (art. 22). Il existe en agriculture un contrat de travail qui peut être considéré comme appartenant à cette catégorie des conventions, c'est le maître-valetage. Dans l'exploitation par le faire valoir direct, le propriétaire dirige souvent par l'intermédiaire d'un maître-valet qui prend une part directe et effective aux opérations de culture. Cet auxiliaire du maître est subordonné et reçoit un salaire fixe, mais prélève aussi une part sur les bénéfices pour stimuler son initiative. On peut considérer ce salarié, qui dirige et surveille sur les indications du chef d'entreprise, comme susceptible d'engager ses services pour plus d'une année en application de l'article 22.

Les ouvriers agricoles peuvent exiger, après l'exécution de leur louage de travail, le certificat prévu par l'article 24, modifié par la loi du 18 juillet 1917.

Ce certificat, qui contient d'ordinaire « exclusivement » la date d'entrée, la date de sortie et l'espèce de travail, peut

(1) Sénat, 24 janvier 1911, *J. off.*, 25 janvier, *Déb. parl.*, p. 48.

(2) Cass. civ., 12 novembre 1913, D., 1913. 1. 289.

aussi contenir d'autres mentions non susceptibles de porter préjudice à l'ouvrier. S'il ne contient « ni obligation, ni quittance », il est dispensé d'enregistrement et de droit. Le maître est obligé de le délivrer sous peine de dommages-intérêts.

L'ouvrier agricole n'est pas excepté des mesures qui protègent la rupture du contrat de travail ou « les délais impartis par l'usage de la validité de la dénonciation de ce contrat », au moment où il effectue les périodes légales d'instruction militaire (art. 25 et 26). L'ouvrière rurale est autorisée aussi, en état « de grossesse apparente, à quitter le travail sans délai-congé et sans avoir, de ce fait, à payer une indemnité de rupture » (art. 29 *a*, L. 17 juin 1913).

L'interdiction du marchandage, édictée par l'article 32, est générale. Certains congrès agricoles ont émis des vœux contre son application à l'agriculture. La jurisprudence de la Cour de cassation rend cette interdiction peu rigoureuse. La Cour suprême, par son arrêt (Chambres réunies) du 31 janvier 1901 (1), admet que seule est interdite l'exploitation des ouvriers « résultant d'abus, de profits excessifs, d'actes dolosifs ».

Les tâcherons agricoles sont souvent des sous-entrepreneurs qui peuvent pratiquer le marchandage. Ils spéculent sur leur habileté à organiser le travail et, à l'aide d'ouvriers, exécutent à prix fait des opérations de moisson et de vendanges. Ces contrats se distinguent du contrat d'équipe consenti par des « associations d'ouvriers » qui n'ont point pour objet l'exploitation des travailleurs les uns pour les autres (associations de bûcherons, coopératives de culture italienne).

Le paiement des salaires doit s'effectuer « en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal » (art. 43). Il ne faut pas voir dans cette disposition l'illégalité du paiement

(1) D., 1901. 1. 169.

des salaires en nature. En agriculture, les salaires sont mixtes et la prescription de l'article 42 ne s'applique qu'à la partie stipulée en argent. Quant aux prestations en nature, l'article 75, qui interdit les économats, les autorise. « Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera nourri et logé et recevra, en outre, un salaire en argent, ou si, par l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant ».

Dans l'entreprise agricole, on peut entendre par « fournitures » les denrées recueillies sur la propriété, même, dans ce cas, le prix de ces denrées doit être calculé par les mercuriales et non par le prix de revient établi dans le compte de gestion de l'entreprise agricole.

Pour l'évaluation d'un salaire agricole annuel, les usages locaux de certaines régions supposent le travail des mois d'hiver suffisamment rétribué par le logement et la nourriture. Dans le cas de rupture du contrat avant les mois d'été, la liquidation du salaire peut comprendre des périodes qui ne correspondent pas à un salaire en argent. Cette liquidation est légale si l'ouvrier « est logé et nourri » ou s'il reçoit des « fournitures à prix coûtant ».

Le paiement des salaires deux fois par mois (art. 44) n'intéresse que les ouvriers du commerce ou de l'industrie. Quant à l'interdiction du paiement les jours de repos en « vertu de la loi » ou en « vertu de la convention », on peut admettre qu'elle ne s'applique, en vertu de l'article précédent, qu'à des ouvriers déterminés. Mais, par les termes de l'article 45, on peut supposer l'application générale. Dans ce cas, il conviendrait d'étudier les jours de repos établis par des usages dans l'agriculture régionale. Les foires peuvent être considérées par une convention tacite comme jours de travail. Le plus souvent, pour les domestiques loués à l'année, elles nécessi-

tent, à l'occasion des transactions, des opérations qui ne peuvent être considérées comme un repos. Le paiement des salaires peut être effectué à cette occasion sans enfreindre les dispositions du Code du travail.

La preuve du paiement du salaire soulève le souvenir de la discussion sur l'autorisation de la preuve testimoniale en matière de contrat du travail. Cette réforme, qui a paru « trop radicale », a été résolue par la jurisprudence de la Cour de cassation (1). Par cette décision, « on peut considérer à bon droit que la situation du maître à l'égard de ses serviteurs à gages ne lui permet pas de réclamer une quittance des gages qu'il a payés, une telle réclamation impliquant, dans les rapports de celui qui paie et de celui qui reçoit, une certaine défiance incompatible avec le caractère des relations qui doivent nécessairement s'établir entre le maître et le serviteur ».

Ce principe nouveau de l'impossibilité morale, susceptible d'autoriser la preuve testimoniale prohibée par l'article 1341 du Code civil au dessus de 150 francs, est d'une application fréquente en agriculture. D'abord, par ce fait que beaucoup d'ouvriers agricoles sont illettrés et ne peuvent fournir facilement une preuve écrite, et ensuite parce que les rapports des domestiques de ferme avec leur maître ont un caractère de réciproque bonne foi et de confiance qui rend l'exigence d'une quittance impossible.

La créance de salaire du journalier de culture ou du valet de ferme est énergiquement protégée : « Les ouvriers qui ont travaillé soit à la récolte, soit à la réparation des ustensiles agricoles, soit à la conservation de la chose » (art. 47-2°), ont privilège sur certains meubles. Ce privilège est le plus

(1) Cass. req., 1^{er} mai 1911, S., 1913. 1. 305, note Hugueney.

précieux pour l'ouvrier à la condition qu'il prouve que le salaire demandé est tout entier afférent à la récolte de l'année; il prime celui du bailleur sur la récolte (art. 2102-1^o C. civ.). L'ouvrier agricole peut aussi invoquer « les frais faits pour la conservation de la chose (art. 2102 3^o) »; dans ce cas, il est obligé de subir le concours du bailleur de fonds rural s'il n'est pas au service du propriétaire.

Enfin, la prescription en paiement du salaire est réglée par l'article 2271 du Code civil pour les ouvriers loués pour une période moindre d'une année ou pour une période indéterminée : elle est de six mois. Pour les domestiques qui se louent à l'année, l'article 2272 du Code civil la fixe à un an. L'article 49 du Code du travail, qui signale ces dispositions, se réfère au Code civil.

Il faut noter que cette prescription n'est d'aucun secours pour le débiteur qui invoque une extinction de sa dette autre que le paiement et qui est obligé de faire la preuve de ce mode spécial de libération. L'ouvrier n'a pour ressource que le serment du maître, il n'est pas admis à prouver par témoin, même au-dessous de 150 francs, que l'employeur a verbalement reconnu sa dette (1). Il en est ainsi à cause de la présomption légale (présomption de paiement sur laquelle est basée la prescription). Cette présomption dispense de toute preuve celui au profit duquel elle existe. « Nulle preuve n'est admise contre la présomption de loi; lorsque sur le fondement de cette présomption, elle désire l'action en justice » (art. 1352 C. civ.) (2).

Toutes les questions de *retenue*, de *saisie-arrêt* ou de *cession de salaire* sont impressionnées par la nature du salaire

(1) Aubry et Rau, t. VIII, p. 447.

(2) Baudry-Lacantinerie, t. II, p. 307.

et sa composition. En agriculture, les salaires mixtes sont ordinairement employés; cette composition réfléchit sur les mesures d'exécution qu'il est nécessaire d'appliquer.

Ces mesures nécessitent une discussion qui s'appuie :

1° Sur un contrat de travail non équivoque et qui crée un lien de droit entre l'ouvrier et le chef d'entreprise agricole, contrat dont la durée est déterminée;

2° Il est indispensable que la valeur du salaire soit exactement évaluée.

Dans la culture, le lien de droit est moins précis que dans l'industrie et le commerce; les conditions sont incomplètement connues. Enfin, l'évaluation exacte du salaire est souvent arbitraire. Il n'est pas possible d'établir très exactement la valeur du logement, du blé non battu quand des gerbes sont données en salaire, des naissances gemellaires dans la rémunération du berger.

Cette complexité de questions préalables à résoudre pour appliquer les articles 50 à 73 du Code du travail a divisé les décisions de la jurisprudence. Il y a controverse pour établir si les prestations en nature font partie intégrante du salaire (1). La saisie sera difficile quand il s'agira de denrée ou de location dont le prix varie avec l'époque de l'année ou la région considérée.

Des articles 50, 51, 61, 62, il résulte que certaines parties du salaire sont distraites du paiement que doit recevoir l'ouvrier. Trois dixièmes sont susceptibles de ne plus appartenir au salarié : 1° Un dixième peut être aliéné pour compensation ou retenue, ce qui est une dérogation au droit commun qui permet au débiteur devenu créancier d'opposer la compensation (art. 1289 C. civ.); 2° un dixième peut être soumis

(1) D., 1892. 2. 22, *Gaz. Pal.*, 24 février 1900.

à la saisie-arrêt; 3° un dixième peut faire l'objet d'une cession.

La Cour de cassation protège très énergiquement l'ouvrier contre ses créanciers et admet le caractère alimentaire de la plus grande partie de sa rémunération; elle assure « la mise à la disposition de l'ouvrier des sept dixièmes au moins de son salaire » (1).

Cette jurisprudence permet de mieux comprendre la difficulté d'appliquer des mesures d'exécution aux salaires agricoles et combien leur effet est illusoire. Nous pourrions reprendre les observations déjà exprimées sur la consistance variable du salaire mixte et démontrer que la partie de ce salaire stipulée en argent peut être considérée comme ayant un caractère alimentaire. La nourriture et le logement sont assurés dans certains contrats de travail, mais il reste à subvenir aux dépenses d'entretien personnel ou de famille qui ont un caractère de première nécessité et d'urgence.

Il semble que la restriction des sept dixièmes indemnes ne peut fléchir que devant la disposition impérative de la loi qui fait exception à la règle d'insaisissabilité, quand il s'agit de créances prévues par les articles 203, 205, 206, etc., du Code civil pour les enfants, ascendants ou autres parents désignés. L'instance en divorce et les rapports de parenté illégitime ne sont pas obstacle à la restriction.

Le placement des travailleurs est une préoccupation importante des pouvoirs publics pour organiser le marché du travail et permettre à la main-d'œuvre les déplacements rapides vers les régions où l'ouvrage est offert aux ouvriers.

Les bureaux de placement publics prévus par l'article 83 et qui s'occupent d'embauchage gratuit sont à la disposition de l'agriculture.

(1) Cass. civ., 4^{er} juin 1910, S., 1910. 1. 417, note Lyon-Caen.

La guerre, qui raréfiait la main-d'œuvre, a fait développer ces services publics de placement pour rendre leur action plus favorable à la production. A ce moment, s'est posée la question de savoir si l'organisation du marché de la main-d'œuvre agricole appartenait au ministère du Travail, ou si, au contraire, le ministère de l'Agriculture avait pour mission de diriger la répartition des travailleurs agricoles.

Un arrêté du 3 janvier 1917 institue au cabinet du ministre de l'Agriculture et du Commerce un service particulier pour le placement des travailleurs agricoles. Ce service a pour auxiliaire une association privée : « L'Office national de la main-d'œuvre agricole ».

Le 18 octobre 1917, dans un décret, le ministre du Travail déclare son service qualifié pour « jouer le rôle de médiateur et effectuer entre les services demandeurs de main-d'œuvre une répartition impartiale. Une circulaire du 13 novembre de la même année signale « la place essentielle que l'agriculture occupe dans la vie économique du pays et l'importance de ses besoins en main-d'œuvre ».

Le Congrès de l'agriculture française (juillet 1919) a discuté les conclusions d'un rapport qui réclame pour le ministère de l'Agriculture la direction du placement des ouvriers agricoles (1). On invoque la différence entre « le travail des champs et le travail industriel » et le « doigté spécial » nécessaire pour coordonner tous les éléments du travail agricole et les modalités de rémunération.

Dans cette controverse, on peut signaler une espèce de travailleurs qui ne peuvent être exactement classés dans aucune catégorie professionnelle. Ce sont les ouvriers semi-agriculteurs qui trouvent dans les bureaux publics de place-

(1) Blancher et Vuigner, *Le problème de la main-d'œuvre agricole*.

ment et à la même place des détails et des renseignements sur la situation générale du marché du travail.

On a donné les résultats d'ensemble des bureaux publics de placement pour le 1^{er} septembre 1918. Les bureaux municipaux (agriculture et forêts), 674. Les offices départementaux, 10.693. Le nombre total des placements dans l'agriculture pour 1918 a été de 24.159 (17.831 hommes et 6.328 femmes). Le nombre des placements a encore augmenté pendant le second trimestre (1).

II. — Le livre II du Code du travail contient à l'article 1^{er} l'énumération célèbre qui donne la liste des établissements où s'exerce généralement la protection légale dans la réglementation du travail.

Cette désignation des exploitations assujetties a été indiquée pour fixer *l'âge d'admission* des enfants au travail.

Dans « les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance », on ne peut employer que des enfants âgés de 13 ans ou âgés de 12 ans s'ils sont munis du certificat d'études primaire.

Les discussions pour l'élaboration de cet article ne laissent pas de doute sur l'exclusion de l'agriculture de cette mesure de protection. Le législateur a pensé qu'il n'était pas possible de régler l'admission des enfants dans les fermes. Le rapporteur de la loi de 1892, d'où est sorti l'article 1^{er} du livre II, disait : « La loi ne s'applique pas aux travaux des champs que personne ne cherche à réglementer et qui pré-

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, 1919. *Statistiques*, p. 23.

sentent au point de vue de la santé bien plus d'avantages que d'inconvénients ».

Si le séjour à la campagne n'est pas nocif pour la santé des enfants, ceux-ci sont souvent mis en rapport avec des animaux dangereux ou dans un isolement qui favorise les accidents. La protection ne serait pas inutile pour éviter de soumettre de trop jeunes organismes à des températures excessives ou à des travaux au-dessus de leurs forces. (Une circulaire du ministère du Travail interdit la présence des personnes protégées aux étalages extérieurs des villes quand la température est inférieure à celle de la glace) (1).

La jurisprudence, par quelques tentatives, a essayé d'appliquer la loi de 1892 sur le travail des enfants aux industries annexes des exploitations agricoles (2) (beurrerie agricole). D'autres décisions intéressent les travaux de culture effectués pour les établissements qui sont principalement industriels (3).

La durée du travail, qui forme la deuxième partie du titre I du livre II du Code du travail, est actuellement régie par la loi des huit heures (23 avril 1919).

Cette loi prévoit le principe général de la « limitation maxima de la durée du travail à huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine, ou encore d'une durée de travail équivalente calculée autrement que par jour, autrement que par semaine ».

Il est utile de remarquer avec M. le professeur Jay :
1° qu'il s'agit de travail effectif et non de présence relative ;
2° la règle est générale pour tous les travailleurs, quels que soient leur sexe et leur âge (4).

(1) Circulaire du ministre du Travail, 31 janvier 1914

(2) Cass. crim., 16 mars 1912, D., 1913. 1. 8.

(3) S., 1901. 1. 478, S., 1902. 1. 253.

(4) Jay, *Le droit au repos* (Cours 1918-1919).

La formule de la loi nouvelle est large; elle s'étend aux établissements industriels et aux établissements commerciaux; elle est élastique puisqu'elle prévoit un régime de durée qui pourra varier selon les régions et les professions, sans dépasser toutefois la limite maxima.

Cette extension et cette liberté dans le régime de durée ont fait supposer l'application pratique de la loi des huit heures à l'agriculture. Cette éventualité a été envisagée à la Commission des traités internationaux du travail dans la séance du 21 mars 1919 (1). Au moment de la discussion au Parlement, le gouvernement et la Commission du travail ont promis d'étudier un projet applicable au travail agricole. Enfin, à la suite de cette promesse, une commission consultative a été nommée par le ministre de l'Agriculture. Dans la séance du 31 juillet 1919, cette commission, à l'unanimité moins quatre voix, a décidé :

« Après discussion, l'assemblée a estimé qu'en raison de la différence de travail dans l'industrie et dans l'agriculture, il n'était pas possible de s'arrêter, pour l'agriculture, à une réglementation précise et nationale analogue à celle adoptée pour l'industrie ».

Elle a estimé, par contre, qu'il conviendrait de prévoir une réglementation simple et d'application régionale, adaptée aux exigences de chaque milieu agricole, de chaque catégorie de travailleurs agricoles ».

Avant l'adoption des nouvelles dispositions de la loi du 23 avril 1919, certains congrès agricoles d'ouvriers avaient étudié la limitation de la durée du travail. En 1905, à Narbonne, le Congrès des travailleurs a décidé la journée de six heures pour les vignerons (2).

(1) Rapport Hitier.

(2) *Revue syndicaliste*, 1905, p. 109.

Dans l'étude d'une durée légale de la journée de travail agricole, on peut tenir compte :

1° *De la répartition des habitations ouvrières.* — Qu'il soit question du travail effectif ou du temps passé par l'ouvrier hors de son foyer, la place de son habitation par rapport aux champs à cultiver aura une influence sur le caractère pénible de la longueur du temps de travail ; elle sera la cause d'un effort différent pour se rendre à l'ouvrage. Dans le Midi, les ouvriers vivent agglomérés dans les villages ; de là, la longueur réduite du travail effectif. Dans les régions de polyculture, les exploitations sont situées généralement au centre de la terre à mettre en œuvre, il y a peu de déplacements à effectuer ;

2° *Des moyens de communication.* — Lignes de tramways pour les ouvriers de la culture maraîchère, chemins ruraux ou d'exploitation qui ne permettent pas l'utilisation des véhicules individuels.

3° *Du genre de culture.* — Les travaux extérieurs et de récolte supportent souvent, par suite des intempéries, un chômage forcé. Une grande latitude doit être autorisée pour utiliser le temps favorable aux opérations agricoles indispensables.

4° *Du climat et de la configuration géographique.* — Il est naturel de penser que la température excessive ou rigoureuse de la région est susceptible d'entraîner la modification des heures de travail agricole pour augmenter sa productivité.

Un pays accidenté occasionne un travail à efforts variables et pénibles. La consistance du sol dirige l'effort à fournir pour les travaux aratoires.

Les articles 30 et suivants du Code du travail (liv. II) règlent le « repos hebdomadaire et des jours fériés ». En agriculture, la question du repos est solidaire de celle de la

durée du travail, surtout dans les exploitations de faible étendue. Il n'est, en effet, possible d'occuper le temps des travaux d'extérieur, rendus impossibles par les intempéries, que par des ouvrages d'intérieurs de ferme. Cela suppose l'emmagasinage des récoltes, ou une forte population d'animaux. Il existe des systèmes de culture qui ne permettent pas de réaliser ces deux conditions et, de ce fait, le repos est irrégulièrement organisé. D'ailleurs, la distribution du repos ne peut être dirigée que par la surveillance et ne peut s'exercer que dans les exploitations agricoles dont les ouvriers sont nombreux. Généralement, le travail des champs laisse toute latitude au travailleur pour lui permettre de choisir son repos aux conditions qui lui semblent le plus favorables. Les statistiques montrent que les petits établissements où la réglementation de la durée du repos est difficile sont, en France, le plus grand nombre.

« Le nombre des établissements qui existent en agriculture s'élève, d'après la statistique de 1906, au chiffre de 2.547.653.

N'occupant aucun salarié.....	1.223.279
Occupant 1 salarié.....	708.872
— 2 —	320.023
— 3 —	144.769
— 4 —	70.643
— 5 —	34.751
— 6 —	16.950
— 7 —	8.947
— 8 —	5.360
— 9 —	3.184
— 10 —	2.378
Occupant de 10 à 20 salariés.....	6.566
— de 21 à 50 —	1.785
— de 51 à 100 —	174
— de 101 à 200 —	25
— de 201 à 500 —	2
Établissements non déclarés.....	113

Au total, 1.952.215 salariés (Chambre des députés, *J. off.*, 6 mai 1915, p. 593).

L'usage de permettre aux ouvriers agricoles loués à l'année de suivre certaines foires ou certains marchés permet de suppléer aux dérogations obligatoires imposées au repos hebdomadaire par les travaux urgents d'intérieur de ferme.

On a dit : « Le repos, le loisir nouveau que la réduction de la durée de travail assure à l'ouvrier ont pour effet d'augmenter les forces, la faculté d'attention, l'entraîn à la besogne. A la machine perfectionnée, la réduction de la journée de travail donne un auxiliaire plus vigilant et plus dispos » (1). Ces observations, d'une application générale, peuvent profiter au développement de l'organisation du travail agricole. La pratique démontre que ce ne sont pas les exploitations où est fournie la plus grande somme de travail manuel qui sont le plus productives. La part faite à l'influence favorable ou défavorable des forces naturelles, les travaux judicieusement effectués et l'emploi des machines agissent sur le rendement de la culture.

On prétend aussi que l'obligation de donner plus de repos à l'ouvrier stimule le propriétaire à suivre les progrès de la science et du machinisme pour maintenir sa production. L'agriculteur comme l'industriel n'est plus encouragé à se laisser « sommeiller sur l'oreiller de la routine ». A ce point de vue, il faut noter que l'influence de la concurrence est moins rapide dans l'exploitation du sol que dans les autres branches de la production. L'agriculteur est, de ce fait, moins stimulé à suivre les découvertes ; d'ailleurs, il n'est pas possible, par une technique nouvelle, d'apporter à la production agricole des modifications radicales. Enfin, le sol est un capital qui ne demande pas une utilisation continue. A la différence des capitaux industriels, il peut se conserver et

(1) R. Jay, *Le droit au repos* (Cours 1918-1919).

même s'augmenter par le repos; l'influence de la jachère dans la culture est un exemple de cette constatation.

En résumé, si l'on compare l'influence de la réglementation de la durée du travail sur la production de l'agriculture par rapport à l'industrie et au commerce, on trouvera cette influence plus faible à cause de l'inégale productivité des travaux saisonniers et des effets de la loi du rendement non proportionnel sur le travail du sol. Elle sera plus forte si elle restreint l'initiative individuelle dans les travaux de culture annuelle dont tous les éléments sont solidaires.

On trouve dans la section III du chapitre IV du livre II du Code du travail une disposition qui montre le soin particulier pris par le législateur pour laisser l'agriculteur hors de la réglementation. Le nouvel article 54 a interdit l'emploi des femmes accouchées dans tous les établissements commerciaux et leurs dépendances dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance (L. 17 juin 1913). L'agriculture est donc exceptée et elle ne retrouve la protection que quand il s'agit de toucher l'allocation journalière. Toutes les Françaises privées de ressources qui « se livrent habituellement chez autrui à un travail salarié » (art. 164 a) ont le droit de recevoir un secours.

L'hygiène et la sécurité semblent sans intérêt « dans l'agriculture où l'homme travaille sur la terre natale, dans le sein de la nature, en plein air, dans l'ambiance la plus hygiénique possible..., où l'ouvrier ne travaille ni les substances dangereuses, ni dans une poussière qui abîme les poumons » (1).

Ce tableau semble ne plus correspondre exactement aux conditions du travail agricole moderne. La plus grande décou-

(1) *Revue d'économie politique*, juin 1907, p. 433.

verte agronomique de ces dernières années impose des épandages d'acide sulfurique pour détruire les mauvaises herbes dans les céréales. La cyanamide, nouvel engrais azoté, se présente sous l'aspect d'une poussière impalpable très incommode à répandre. Les arsénates débarrassent les arbres fruitiers des insectes parasites. Les tracteurs sont préconisés pour développer la culture mécanique et remplacer la main-d'œuvre. Aussi, l'énumération fameuse de l'article 65, qui délimite le domaine où s'exerce la protection, pourrait être aussi bien utilisée pour caractériser les diverses opérations de production agricole. Les objets que nous avons signalés semblent s'employer dans « des manufactures, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves, magasins et boutiques, bureaux ». Ces matières exigent des opérations de manutention dangereuses, analogues à celles qui s'exécutent dans les « entreprises de chargement et de déchargement de leur dépendance » (art. 65).

Les celliers modernes contiennent, à l'époque des vendanges, des cuves à « gaz délétères » (art. 66 a) et les puits et trappes ou « ouvertures de descente » ne sont pas rares dans les fermes.

Les mêmes remarques d'analogie pour le développement de l'activité des travailleurs ruraux s'imposent dans l'examen des textes plus généraux desquels l'agriculture est éliminée.

L'article 71 (L. 31 décembre 1912) ne donne la charge de « veiller au maintien des bonnes mœurs » qu'aux chefs des établissements industriels et commerciaux dans lesquels sont employés des enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, ou des femmes ».

Enfin, les inspecteurs du travail n'ont qu'un droit de regard très atténué quand il s'agit des travaux qui s'effectuent dans les établissements agricoles. Peut-être les circulaires et les

décrets du ministre du Travail, dont les termes sont généraux, permettent-ils un examen officiel dans les exploitations qui emploient des moteurs. « Il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes au graissage, au nettoyage, à la visite ou à la réparation des machines ou mécanismes en marche » (1).

Il existe aussi de vastes vignobles qui utilisent un réseau de voies ferrées étroites pour le service du domaine et sa culture. Un décret du 4 décembre 1913 organise des mesures de sécurité pour les voies ferrées.

Mais la jurisprudence, et généralement les instructions ministérielles n'admettent pas que les dispositions de réglementation puissent atteindre l'agriculture. Il existe peu de tentatives d'assujettissement pour des industriels annexes ou complémentaires d'exploitations agricoles (2).

(1) Ministre du Travail, décret du 21 mars 1914 (art. 1^{er}).

(2) Cass., 28 février 1910, S., 1911. 1. 329.

CHAPITRE IV

Les lois spéciales.

- I. *Loi du 25 mars 1864*. — Application du droit de coalition aux agriculteurs. La grève agricole. Conciliation et arbitrage (L. 27 décembre 1892).
- II. *Loi du 21 mars 1884*. — La profession de propriétaire foncier. Les syndicats mixtes. L'amélioration du sort de l'ouvrier agricole et le mouvement syndical.
- III. *Lois des 6 avril 1898, 30 juin 1899, 18 juillet 1907*. — Application de théorie du risque professionnel à l'agriculture. Quel ouvrier de culture peut invoquer la loi et pour quel genre de travail? La responsabilité du chef d'entreprise agricole.
- IV. *Loi du 15 juillet 1914*. — Extension aux exploitations forestières de la législation sur les accidents du travail. L'exploitation de bois. Le salaire moyen des ouvriers agricoles.

I. — *La loi du 25 mars 1864* abolit le délit de coalition et crée un délit nouveau : l'atteinte à la liberté du travail. Les violences, les voies de faits, les menaces ou manœuvres frauduleuses qui ont pour but d'amener, maintenir, tenter d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, constituent ce délit nouveau. Le caractère essentiel de ces faits délictueux est d'avoir pour but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte à la liberté de l'industrie ou du travail (1).

La loi ajoute que ces dispositions « sont applicables aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques ou ouvriers de campagne ».

(1) Bry, *Législation industrielle*, 1912, p. 491.

La grève agricole, prévue par le législateur, ne s'est développée dans le mouvement social que par les branches de culture spécialisée qui adoptent l'organisation de l'industrie ou du commerce (les bûcherons, les vignerons du Midi, les maraîchers).

La coalition suppose une entente entre les travailleurs. La situation isolée de l'ouvrier des champs ne favorise pas ce résultat. Les revendications communes à réaliser supportent les retards occasionnés par la diversité d'intérêts créés par la configuration géographique agricole.

Par la grève, la production est suspendue à l'improviste, le contrat de travail est brusquement rompu. On peut se demander si cette solution de continuité est une rupture ou une suspension du contrat de louage de services.

Cette controverse célèbre a des partisans qui admettent la suspension momentanée du travail (1). Mais la jurisprudence affirme que la grève « implique nécessairement la rupture du contrat de travail » (2).

Si l'on applique à l'agriculture les idées exposées dans les dissertations de la doctrine qui admet la simple suspension de la convention de travail, on peut établir un système transactionnel qui donne satisfaction, dans une espèce particulière, à la rigueur des décisions de la Cour de cassation.

Dans le travail agricole, on peut admettre avec la Cour suprême qu'une grève déclarée au moment de la récolte est une rupture caractérisée et brusque du louage de services.

Au contraire, au cours des travaux, une grève qui n'affecte que les opérations préparatoires de culture et ne compromet pas irrémédiablement le résultat de l'opération culturale

(1) Planiol, t. II, p. 611.

(2) S., 1908. I. 417 (note Wahl).

peut être considérée comme une suspension de l'ouvrage. Il semble, en effet, qu'en agriculture, le but principal de l'exécution du travail est la récolte, et il semble aussi que si ce résultat recherché n'est pas compromis, l'arrêt du travail des ouvriers est légitime. On ne peut priver l'ouvrier du droit d'améliorer son sort, à la condition que la grève qu'il emploie pour y parvenir ne soit pas « abusivement déclarée ». On peut noter aussi que le défaut d'exécution par le maître des obligations promises constituerait un motif nouveau pour faire accepter l'idée unanime de la doctrine sur le caractère de suspension légitime du contrat de travail par la grève.

On peut signaler des actes juridiques d'intérêt général qui sont nés de grèves d'ouvriers agricoles :

1° L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatif entre patrons et ouvriers. Cette loi, par la rédaction de son texte, semblait ne devoir s'appliquer qu'à l'industrie et au commerce. Mais le mouvement syndical en a rendu l'application nécessaire aux litiges d'employeurs et employés agricoles.

Il faut signaler la convention collective, signée à Ferrals (Aude), du 1^{er} au 5 mars 1915. Elle contient des données intéressantes sur les conditions du travail et des salaires dans cette région avant la guerre.

« Un comité de conciliation, réuni sur l'intervention du juge de paix de Lézignan, a mis fin à la grève par la signature d'une convention collective. Celle-ci porte sur les salaires et la durée du travail. Pour les travaux courants, les salaires sont ainsi fixés : 3 francs pour les hommes (plus deux litres de vin) et 1 fr. 50 pour les femmes (plus un litre de vin). Les ouvriers « volants » (employés temporairement) gagneront 0 fr. 50 de plus par jour. La durée courante de la journée de travail est fixée à six heures du 1^{er} novembre au

31 janvier et à sept heures du 1^{er} février au 31 octobre (les heures supplémentaires payées 0 fr. 50). Les travaux spéciaux font l'objet d'une réglementation spéciale. La durée de validité est fixée à un an à dater du 1^{er} mars 1914 (renouvellement par tacite reconduction, sauf dénonciation un mois avant l'expiration) » (1).

2° On peut signaler aussi une des premières décisions de la jurisprudence sur la valeur des contrats collectifs au regard des lois françaises rendue à l'occasion d'une grève d'ouvriers agricoles. Ce jugement du 25 juin 1905, rendu par le Tribunal de Perpignan, admet l'action en justice d'un syndicat pour faire respecter la convention collective qui fixe les conditions du travail, le taux des salaires, la durée de la journée, dans un accord des propriétaires et des ouvriers de la commune d'Elne conclu après grève des travailleurs (2).

II. — Quand on consulte une statistique officielle sur le mouvement des syndicats professionnels, on distingue en agriculture :

1° Les syndicats d'industrie ou de commerce agricole, dont le nombre au 1^{er} janvier 1914 était de 259 patronaux avec 23.137 membres représentant 0,48 p. 100 de syndiqués, et des syndicats ouvriers au nombre de 599 avec 56.938 ouvriers représentant 2,08 p. 100 de syndiqués;

2° Les syndicats agricoles proprement dits, mixtes le plus souvent, au nombre de 6.667, comptent 1.029.727 membres (3).

On voit par ce résultat que la loi du 21 mars 1884 reçoit

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, 1914, p. 253.

(2) *Revue syndicaliste*, 1905, p. 220.

(3) *Bulletin du ministère du Travail*, 1915, p. 31.

en agriculture une application spéciale. *Les syndicats mixtes* qui forment l'énorme majorité sont la conséquence de l'interprétation des classes dans la répartition de la population agricole. De ce mouvement continu de migration, qui pousse le salarié vers la propriété de la terre, est né un mouvement d'association professionnelle qui ne suit pas la division par catégories de travailleurs.

C'est l'admission des propriétaires fonciers dans les syndicats qui caractérise le syndicat mixte agricole. Il y a controverse pour savoir si ces propriétaires, quand ils ne font pas valoir directement leurs terres, peuvent faire partie d'une « association professionnelle »

Une partie de la doctrine considère « le propriétaire non exploitant » comme un produit de la vie capitalistique qui n'a pas de contrat direct avec l'entreprise agricole et qui n'a pas plus de rapport avec l'agriculture qu'un propriétaire d'immeubles qui loue sa maison pour y établir une industrie (1).

On a signalé au Parlement (2) une phrase éclosée dans « l'atmosphère sereine des Facultés de droit » qui indique les obligations du propriétaire : « Si on veut sauvegarder la propriété foncière, il faut qu'elle devienne un métier, une profession, une fonction, et il faut tendre, par tous les moyens économiques et même légaux, à réaliser un état social dans lequel la fonction de propriétaire ne sera dévolue qu'à ceux qui voudront réellement l'exercer, c'est-à-dire à ceux qui exploiteront eux-mêmes leurs terres... Affermer une fonction, cela ne se fait plus que dans les pays barbares (3).

(1) Pic, *Traité de législation industrielle*, n° 390.

(2) Chambre des députés, séance du 6 mai 1915, *J. off.*, p. 606.

(3) Gide, *Cours d'économie politique*, 1913, p. 615.

Pour admettre une opinion contraire et dire que les « propriétaires de biens ruraux, soit qu'ils les exploitent ou non par eux-mêmes, peuvent entrer dans un syndicat agricole », on peut invoquer :

1° Un intérêt national. Le capital terre qui peut profiter de la loi de 1884 n'appartient qu'à des propriétaires français. Cette propriété, nominative et déterminée, diffère des capitaux anonymes dont le placement s'effectue souvent à l'étranger. Les conséquences de la guerre font apparaître l'opportunité de cette opinion ;

2° Il est possible de transformer un immeuble industriel en immeuble commercial dans un temps très court. Sauf le cas d'emplacement d'immeuble, l'exploitation de la terre ne peut s'effectuer que par un système de culture qui ne supporte les changements qu'à longue échéance. Quel que soit le mode de tenure (fermage, métayage, faire-valoir), il existe un lien de consistance variable, mais certain et nécessaire, entre le propriétaire et le chef d'entreprise agricole. Le seul fait de conserver un immeuble rural suffit à créer le besoin de défendre des intérêts « économiques et agricoles » (L. 21 mars 1884, art. 3) ;

3° La diffusion de la propriété foncière dans le commerce, l'industrie ou les professions libérales favorise la résistance de ces branches de l'activité aux crises économiques qui les atteignent spécialement. Cette diffusion fait comprendre la connexité d'intérêts qui rend la production solidaire et facilite l'adaptation de toutes les découvertes à la culture du sol (1).

La même opposition d'opinion se manifeste quand il s'agit d'apprécier le rôle social des syndicats mixtes et d'étudier

(1) Bry, *Législation industrielle*, 1912, p. 527.

leurs efforts pour améliorer le sort de l'ouvrier agricole (1).

On a dit : « La vérité est que les syndicats agricoles ne sont que des syndicats de patrons, car être propriétaire c'est être patron, et que les ouvriers agricoles, les journaliers ou valets de ferme n'y ont aucun intérêt (2). A la même époque, avec plus d'optimisme, les congrès agricoles considéraient que les « syndicats agricoles par essence ne pouvaient être que mixtes, c'est-à-dire composés de propriétaires et de travailleurs de terre. Point de conflits entre ces deux groupes, tellement mêlés et confondus qu'on ne les distingue guère que par abstraction » (3).

La vérité est que la bonne volonté des syndicats pour améliorer la situation des ouvriers agricoles a été annihilée par deux ordres de préoccupation d'inégale urgence : la lutte contre le socialisme agraire et la résistance à la baisse des prix des denrées agricoles.

Dans la période de 1884 à 1895, époque de développement rapide des groupements agricoles, les idées sociales étaient dirigées dans le sens du socialisme par des doctrines spéculatives qui demandaient un changement radical des moyens de production par la mise en commun du premier de ces moyens : la terre. Ceux qui dirigeaient le mouvement d'association dans les campagnes ont vu dans la réunion de patrons et d'ouvriers par les mêmes groupements une occasion de mieux réaliser la paix sociale par l'échange d'idées émises en commun.

Le désir de favoriser les conditions d'existence du travailleur rural fut évident, mais la crise agricole de cette époque ne pouvait pas en permettre la réalisation.

(1) Élie Coulet, *Mouvement syndical*, 1898, p. 54.

(2) Gide, *Revue d'économie politique*, 1897, p. 760.

(3) Mabileau, *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1897.

A mesure que les prix des denrées agricoles subissaient une baisse progressive, les salaires agricoles montaient insensiblement. De 1884 à 1895, l'émigration de la main-d'œuvre agricole vers les villes devient intense; il n'est pas au pouvoir des propriétaires de la diminuer par une aggravation de charges de la propriété foncière. D'ailleurs, la baisse de la valeur vénale des terres démontre positivement que le capital en agriculture est considéré à cette époque comme peu productif.

Les syndicats mixtes réalisent peu d'œuvres d'assistance sociale, ils n'ont pas suffisamment de ressources.

A partir de 1895, époque à laquelle s'accuse une progression continue dans le prix des produits du sol et des autres marchandises (1), on voit certaines grandes unions agricoles (Union agricole du Sud-Est) organiser un réseau d'œuvres sociales remarquablement développé.

Le principal grief invoqué par les économistes contre l'action des syndicats mixtes repose sur la constatation d'un mouvement rapide de création de comptoirs de vente, d'où toute préoccupation professionnelle est exclue (épicerie, habillement). Ces organismes, qui semblent n'avoir aucun intérêt pour le développement de la production agricole, sont représentés comme des instruments de trouble social susceptibles de créer un antagonisme dangereux entre l'agriculture et les autres branches de l'activité nationale.

Il faut rendre à ce mouvement sa physionomie économique. Si les agriculteurs ont créé des comptoirs, c'est pour avoir à meilleur compte les choses nécessaires à leur entretien et à celui de leurs auxiliaires. Dans la période de crise agricole, en disciples des physiocrates, les membres des

(1) Rist, *Interprétations économiques de la guerre*, 1918-1919.

syndicats mixtes ont voulu diminuer les frais de production et augmenter le « produit net ».

D'ailleurs, ces organisations commerciales disparaissent avec la hausse des prix. L'agriculteur, plus riche, se libère. Il retrouve son indépendance et actuellement les syndicats s'organisent, surtout pour l'étude des questions techniques de culture.

On pourra s'en féliciter ou le regretter, mais il est à craindre que les salariés agricoles désertent dans l'avenir les syndicats mixtes pour « faire leurs affaires eux-mêmes sans avoir besoin d'avoir recours aux lumières que possèdent les représentants des idéologies bourgeoises » (1). Ce syndicalisme gardera toujours un caractère particulier par ce fait que les prolétaires qui le composent, à la différence des ouvriers de l'industrie, ne seront pas condamnés à vivre dissociés de leurs instruments de travail. La propriété est facilement accessible et tous ces syndicalistes sont en puissance des propriétaires. L'atelier agricole ne subit pas la loi de concentration qui s'exerce sur les autres entreprises. Sa productivité augmente à mesure que sa sphère se réduit à l'activité d'une famille.

A la séance de la Chambre des députés du 3 juin 1919, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement a donné connaissance du rendement constaté dans les propriétés cultivées :

Propriétés de moins de 5 hectares.....	937 francs à l'hectare.
— 5 à 10 —	814 —
— 10 à 15 —	724 —
— 15 à 20 —	678 —
— de plus de 30 —	567 —

(1) G. Sorel, cité par Rist, *Décomposition du marxisme*, p. 60.

Si l'on rapproche ces chiffres de ceux fournis par les statistiques sur la répartition de la population agricole, on constate une nouvelle cause du caractère spécial de l'organisation spéciale du travail agricole; le nombre des chefs d'exploitation s'égale avec le nombre des salariés dans la population agricole active.

MM Blancher, directeur du Service de la main d'œuvre agricole au ministère de l'Agriculture, et Vuigner, ingénieur agronome, ont fourni au Congrès de l'agriculture française des détails sur la répartition des travailleurs ruraux qui permettent de comprendre le mouvement syndical agricole français (29 juin-3 juillet 1919).

« Sur les 20 millions de personnes qui forment la population active du pays, 44 p. 100 s'occupent aux choses de la terre, 37 p. 100 sont tournés vers l'industrie, 10 p. 100 environ sont absorbés par le commerce et le reste par les fonctions publiques ou professions libérales.

» Cette majorité relative existe, non seulement pour l'ensemble des travailleurs de terre, mais aussi pour ceux de chaque sexe, considérés séparément, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous :

Population active (armée non comprise).

	Agriculteurs.	Non-agriculteurs.	Ensemble.
Sexe masculin	5.279.000	7.215.000	12.494.000
Sexe féminin	3.238.000	4.478.000	7.716.000
TOTAUX ...	8.517.000	11.693.000	20.210.000

Dans toutes réunions d'hommes agissants, apparaissent deux éléments : la pensée qui dirige, le bras qui exécute. Considérée à ce point de vue, la population française est ainsi composée :

	Ensemble,	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Patrons	8.581.837	4.655.032	3.926.805
Employés	1.870.399	1.411.931	458.468
Ouvriers	9.758.328	6.427.828	3.330.510

En agriculture, correspondrait au groupement employé, le groupe relativement important des régisseurs et des contre-maîtres; mais le régisseur est regardé comme un patron proprement dit, tandis que le contremaître met souvent la main à la pâte et rentre dans le groupement des ouvriers. Aussi s'attache-t-on seulement aux groupements agricoles suivants :

	Ensemble,	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Patrons	5.219.534	2.872.935	2.346.599
Ouvriers	3.297.766	2.406.540	891.216

Le tableau ci-dessous, entrant davantage dans le détail, nous présente :

Population active agricole suivant le sexe et la position.

PATRONS.			
Professions agricoles.	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Propriétaires, fermiers, métayers	5.119.825	2.802.601	2.317.224
Jardiniers	99.639	70.334	29.305
TOTAUX	5.219.464	2.872.935	2.346.529
OUVRIERS.			
	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Ouvriers journaliers agricoles	2.403.445	1.748.931	654.414
Domestiques agricoles ..	744.937	522.360	222.577
Charretiers agricoles	29.595	29.293	"
Jardiniers	115.038	101.678	13.360
TOTAUX	3.293.015	2.402.562	890.351

CHÔMEURS.

	Ensemble.	Sexe masculin.	Sexe féminin.
Ouvriers journaliers			
agricoles.....	266	262	4
Domestiques agricoles..	3.139	2.338	801
Charretiers.....	98	98	2
Jardiniers.....	1.348	1.278	70
TOTAUX.....	4.851	3.976	877

« Ces tableaux nous donnent un premier aspect de la population rurale active telle que sa composition se déduit des chiffres relevés par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, lors du recensement de 1911.

» En 1912, le ministère de l'Agriculture a voulu connaître l'exacte situation de ceux de nos ruraux que le ministère du Travail a rangés dans la catégorie des ouvriers. Recherchant comment ceux-ci sont payés, il a été conduit à distinguer parmi eux les domestiques et servantes de fermes, qui travaillent à demeure chez le patron, les journaliers proprement dits, c'est-à-dire louant leurs services au jour le jour sans rien posséder eux-mêmes, et enfin les journaliers petits propriétaires.

» Les résultats de l'enquête sont les suivants :

Journaliers petits propriétaires.....	506.087
Journaliers non propriétaires.....	537.029
Domestiques et servantes de fermes.....	980.656
TOTAL	2.023.772

» Ce total est inférieur à la réalité, parce que quelques départements n'ont pas ou n'ont que partiellement répondu aux demandes de renseignements. En les complétant d'après les indications connues, on arrive à opposer le chiffre de 2.312.337 ouvriers agricoles à celui de 3.297.766 du ministère du Travail.

» L'écart s'explique assez aisément par ce fait qu'il est difficile de distinguer la ménagère agricole de la ménagère tout court dont le ministère du Travail fait une catégorie à part, et aussi parce que beaucoup d'artisans de l'industrie ont, au voisinage des villes, de petits lopins de terre qu'ils cultivent. Ces derniers, selon qu'on donne la prééminence à l'une ou à l'autre de leurs occupations, rentrent dans la catégorie industrielle ou restent dans la catégorie rurale » (1).

Quand on compare les chiffres du ministère du Travail et du ministère de l'Agriculture avec celui de 1.952.215 salariés, fourni par M. le Rapporteur de la Commission d'assistance et de prévoyance à l'occasion de la discussion des projets de loi concernant les accidents agricoles, on comprend quelle difficulté représente la répartition des travailleurs ruraux à catégories professionnelles, exactement déterminées.

Mais, même sans avoir la « hardiesse des chiffres » (2), qui donne aux statistiques une valeur absolue, ces données suffisent à caractériser le cadre dans lequel pourra se mouvoir le syndicalisme agricole.

III. — La loi du 9 avril 1898, modifiée sur certains points par les lois des 22 mars 1902 et 31 mars 1905, a mis à la charge du patron le risque professionnel, c'est à-dire la charge de réparer le dommage causé à la personne de l'ouvrier par les événements survenus au cours de l'exécution du travail.

Cette obligation est née d'une théorie qui considère celui qui introduit un objet dans la société pour en tirer profit responsable du dommage causé par cette chose. Plus tard, le

(1) Blancher-Vuigner, *Le problème de la main-d'œuvre agricole*, p. 4 et suiv.

(2) Paul Beauregard, *Discussion à la Chambre sur les accidents agricoles*, 1915.

risque professionnel est devenu une charge de la production au même titre que les frais généraux; la présence d'un objet dangereux n'est pas nécessaire; une organisation commerciale est susceptible de créer un risque professionnel (L. 12 avril 1906).

Le risque agricole a pénétré lentement dans cette évolution doctrinale et législative. Plusieurs considérations ont retardé ce mouvement :

1° La difficulté de constater en agriculture la relation entre l'accident et le travail. Le travail agricole s'étend en surface, la preuve des faits survenus à l'occasion de cet ouvrage est difficile à établir. Les fraudes sont favorisées par l'isolement du travailleur;

2° La difficulté de caractériser les travailleurs susceptibles de bénéficier de la protection de la loi. L'interpénétration des classes et le grand nombre de chefs d'exploitation nécessitent une laborieuse répartition des catégories sur lesquelles doit s'étendre la sollicitude du législateur;

3° Le fardeau de l'assurance-accident s'ajoute aux charges de la propriété foncière. A l'époque de la discussion des lois ouvrières, la situation des agriculteurs n'est pas prospère; on hésite pour imposer de nouveaux sacrifices à la production agricole;

4° Les statistiques sur les causes matérielles des accidents ne sont pas établies; l'opinion publique suppose que les machines de l'industrie sont la cause la plus fréquente des dommages à la personne de l'ouvrier.

Depuis l'époque des premières discussions sur l'application du risque professionnel, les éléments de documentation recueillis ont permis d'établir l'analogie des travaux agricoles avec les causes les plus habituelles d'accidents du travail dans le commerce et l'industrie.

L'examen des tableaux publiés permet de vérifier l'exactitude de cette observation. On remarque que les « éboulements, chute d'objets, chute d'ouvriers, manutention de fardeaux, conduite des voitures, accidents causés par les animaux », constituent la proportion la plus forte des accidents constatés. La désignation de ces travaux peut facilement se retrouver dans l'énumération des opérations effectuées par l'ouvrier agricole dans la culture.

Le service de l'Inspection du travail a donné la statistique des accidents de 1907 à 1912 (1).

Causes matérielles d'accidents.	NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS	
	En 1907	En 1912
Moteurs.....	751	1.058
Transmissions.....	2.229	3.242
Machines-outils, métiers, etc.....	28.100	33.771
Ascenseurs, grues, puits, etc.....	2.926	3.494
Chaudières à vapeur, autoclaves.....	341	317
Explosif, explosion de gaz.....	632	617
Matières incandescentes corrosives.....	20.738	29.525
Éboulements, chute d'objets.....	67.483	148.915
Chute d'ouvriers.....	63.450	94.266
Manutention de fardeaux.....	67.013	81.997
Traction mécanique, conduite de voitures et accidents causés par les animaux....	26.397	32.235
Outils à main.....	27.227	36.229
Électricité.....	571	942
Infection charbonneuse.....	»	45
Air comprimé.....	»	238
Causes diverses.....	49.923	56.769
Causes inconnues.....	1.966	1.534
TOTAUX.....	359.749	525.194

Le risque professionnel de la loi de 1898 qui comprend :
1° La faute du patron; 2° le cas fortuit qui se produit à l'oc-

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, 1914, p. 263.

casion du travail; 3° la faute inexcusable de l'ouvrier (sauf réduction sur l'indemnité), semble avoir pénétré dans la législation rurale par trois étapes successives qui correspondent à une notion nouvelle du travail agricole.

La loi du 30 juin 1899 est la première étape. Elle est la conséquence de l'idée première et sommaire qui suppose la machine, instrument principal de destruction de la force de travail.

L'ouvrier agricole n'est pas défini; et pour atténuer l'appréhension du législateur à assujettir l'agriculture, on protège « les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service du moteur ou des machines ». Seuls « les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés » bénéficient des dispositions de la loi. « En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture » (L. 1899, art. unique).

Il ne s'agit donc pas d'une loi de protection des salariés agricoles, mais d'une disposition légale qui protège tous les collaborateurs de l'agriculture contre le trouble et le dommage que peut occasionner l'introduction d'un moteur inanimé dans la ferme (1).

Il ne s'agit pas, non plus, d'un accident causé par l'exécution du travail agricole, mais seulement d'un travail agricole déterminé par la loi et caractérisé par la « conduite ou le service » d'un moteur inanimé.

Enfin, le dernier alinéa de l'article unique indique clairement la volonté du législateur pour soustraire le travail agricole en général à l'application du risque professionnel.

La distinction étant établie entre le caractère général de

(1) Rennes, 26 juillet 1900, S., 1901. 2. 45.

la loi de 1898 et le caractère très particulier de la loi de 1899, il est possible d'étudier les modalités d'application de cette loi :

1° *Loi de 1898*. — Dans ces rapports avec l'agriculture, toutes les questions d'application de cette loi aboutiront à différencier nettement l'établissement industriel qui est assujetti de l'exploitation agricole qui reste indemne (1).

Cette différenciation peut se caractériser par le genre de travail ou par la profession du chef d'entreprise (2).

On peut admettre qu'une beurrerie agricole est industrielle par le fait qu'elle transforme mécaniquement les produits du sol. On peut admettre aussi qu'un industriel qui possède une exploitation de betteraves pour en extraire du sucre, agit pour ce travail agricole dans un but qui le soumet à l'application du risque professionnel pour les ouvriers qu'il emploie à la culture.

On peut enfin supposer qu'un ouvrier au service d'un industriel peut occasionnellement être employé à des travaux agricoles dans un domaine appartenant à son employeur. La question se pose de savoir si, quand cet ouvrier effectue un travail de culture, il continue à bénéficier de la protection que lui assure son contrat de travail industriel.

La jurisprudence a résolu par des décisions quelques-unes de ces distinctions.

Un arrêt de la Cour de cassation du 6 avril 1909 (3) a décidé que la transformation du lait en beurre et en fromage n'est pas assujettie à la loi de 1898 « lorsque la transformation est faite par l'exploitant d'un domaine agricole avec le lait donné par ses vaches ».

(1) Cass., 8 janvier 1907, S., 1907. 1. 353.

(2) Nancy, 14 décembre 1904.

(3) S., 1912. 1. 37.

Un an après, le 8 novembre 1910 (1), la Cour suprême a admis un critérium distinguant l'exploitation industrielle et l'exploitation agricole. Il faut savoir non si l'entreprise est accessoire ou secondaire par rapport à l'exploitation agricole, mais si elle en est le complément indispensable. C'est donc une question de nécessité qui sert de critérium (2). Ce critérium dépend de la situation géographique du domaine agricole, de son étendue ou des circonstances du marché des produits agricoles.

Il y a aussi nécessité dans le cas de produits périssables qu'il est nécessaire de transformer pour en éviter la destruction.

Ces distinctions diminuent l'actualité des opinions plus anciennes qui s'appliquaient à rechercher le but poursuivi. Était agricole la transformation mécanique, prolongement de l'opération culturale (battage du blé, raisin transformé en liquide fermenté) et dont le but est d'augmenter la valeur marchande première du produit. Au contraire, est industrielle et assujettie à la loi de 1898 la transformation qui donne aux produits du sol un caractère différent de celui donné par la nature (blé transformé en pain, en biscuit, en farine; vin transformé en alcool).

Pour l'influence de la nature du travail de l'ouvrier sur sa protection, il y a controverse. La jurisprudence a d'abord décidé que le travailleur profite de la loi de 1898 si, « au moment de l'accident, il coopérait aux opérations de l'entreprise assujettie » (3). En sens contraire, on peut trouver des décisions qui n'admettent pas la protection de l'ouvrier agri-

(1) S., 1912. 1. 17.

(2) Cass., 24 janvier 1912, S., 1912. 1. 196; Cass., 6 novembre 1912, S., 1913. 1. 96.

(3) Cass., 12 juillet 1905, D., 1910. 1. 479.

cole quand « il sert exceptionnellement à travailler à l'usine » (1).

Enfin, dans le dernier état de la jurisprudence, il semble que l'assujettissement à la loi de 1898 résulte surtout de la profession du patron et que l'occupation industrielle ou commerciale de l'ouvrier est sans influence (2). Cette dernière tendance a pour avantage de faire disparaître cette incohérence juridique qui protège ou abandonne le même charretier selon qu'il effectue des transports pour la culture ou pour l'usine.

Ces remarques sur le caractère du travail assujetti s'appliquent au commerce depuis la loi du 12 avril 1906 qui fait bénéficier ces travailleurs des dispositions de la loi de 1898. Nous trouverons des décisions de tribunaux analogues et qui indiquent la profession principale du patron comme critérium de l'assujettissement.

Notons enfin que l'ouvrier qui engage ses services pour un travail industriel ou commercial ne peut prévoir tous les travaux qui lui seront demandés par son employeur et qu'il y a presque impossibilité morale de les refuser quand ils sont dans la limite de ses aptitudes. Il est donc de toute justice que la profession de son patron le protège.

2° *Loi de 1899*. — Son application à une entreprise déterminée lui donne le caractère agricole.

L'ouvrier n'est protégé que si l'accident se produit pendant un travail nécessaire à la marche ou au service de la machine mue par un moteur inanimé. Dans cette décision de la Cour de cassation, est établie une délimitation très nette de toutes les opérations accessoires et indispensables à la

(1) Douai, 6 juin 1910, D., 1911. 5. 29.

(2) Cass., 11 mars 1913, D., 1913. 1. 318.

mise en marche du moteur (transport, nettoyage) qui sont considérées comme « absolument indépendantes de l'existence du moteur » et constituent un travail agricole non assujetti (1).

Au contraire, le risque professionnel s'applique si l'ouvrier agricole est en « contact direct » avec la machine et si le service de celle-ci l'oblige à précipiter ses mouvements ou à donner à ses efforts une accélération inhabituelle (2).

Il résulte de cette jurisprudence que l'ouvrier agricole attaché à l'exploitation ne profite pas des avantages de la loi de 1898, s'il ne peut établir une relation de cause à effet entre l'emploi de la machine et l'accident survenu (3). Son travail agricole ne prend le caractère spécial qui le fait protéger par la loi de 1899 que s'il s'exécute dans la « sphère d'activité de la machine ou du moteur ».

Pour la *responsabilité du chef d'entreprise*, nous avons vu que sa profession principale indique le degré d'assujettissement à la loi de 1898.

Quant à l'entrepreneur qui fait usage de moteurs inanimés dans les exploitations agricoles, il n'est soumis qu'à la responsabilité de la loi de 1899, bien que dans les travaux effectués à l'extérieur, il soit considéré comme industriel ou commerçant (4).

L'article 7 de la loi de 1898 permet au chef d'entreprise de s'exonérer du risque quand l'accident a eu pour cause un tiers. « Cette action contre le tiers responsable pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ».

(1) Cass., 20 mars 1912, S., 1912. 1. 467.

(2) Cass., 16 décembre 1908, S., 1911. 1. 38.

(3) Cass., 20 mars 1907, S., 1911. 1. 39.

(4) Nîmes, 20 février 1911, S., 1911. 2. 109.

La charge principale du maître est le paiement d'une indemnité à caractère forfaitaire qui doit être déterminée pour chaque victime, suivant un tarif établi d'avance. Le tribunal peut, dans certains cas très exceptionnels, majorer cette indemnité légale. Cela n'est possible que dans le cas où l'employeur a commis une faute inexcusable, et encore faut-il que cette faute précède l'accident et en soit l'élément générateur. Un fait postérieur n'a aucune influence même « s'il a majoré les suites de l'accident (1).

Des dispositions spéciales au travail agricole sont nécessaires pour la fixation de :

1° *L'indemnité journalière* en cas d'incapacité temporaire. La nature du salaire, qui est généralement mixte (argent et allocation en nature), agit sur la fixation du salaire de base qui sert à établir l'indemnité. Dans cette appréciation, le juge a un pouvoir souverain, même quand il s'agit de sommes fournies pour travaux supplémentaires particulièrement pénibles (2), ou pour des primes spéciales pour bénéfices d'exploitations rurales.

Les ouvriers de moins de 16 ans ne peuvent être considérés comme apprentis; les règles de la loi du 28 février 1851, remplacées par la loi du 28 décembre 1910 portant codification des lois ouvrières, ne s'appliquent pas à l'agriculture. C'est donc la moitié du salaire le plus bas des ouvriers valides qui doit être alloué. Il faut entendre par ouvriers valides ceux qui sont exempts d'infirmité et de même catégorie professionnelle (3).

2° La rente viagère est due en cas d'incapacité permanente,

(1) Rouen, 29 juillet 1911, S., 1912. 2. 172.

(2) Cass., 1^{er} juillet 1908, S., 1911. 1. 326.

(3) Cass., 22 décembre 1909, S., 1911. 1. 133.

partielle ou absolue. Dans le salaire de base qui sert à la fixation de cette rente, il faut tenir compte de toutes les gratifications ou primes accordées à l'ouvrier. Allocations prises en considération par l'ouvrier quand il a fixé son salaire (exemple : participation aux bénéfices, maître-valet) (1).

Dans le cas où l'exploitation agricole a un travail continu, pour établir le salaire de base d'un ouvrier qui ne travaille que par intermittence, il faut tenir compte du salaire donné habituellement par l'entreprise pendant douze mois et pour un ouvrier de même catégorie (2).

De même, on peut déduire par analogie des décisions de la jurisprudence sur le travail industriel que, dans le cas où l'exploitation agricole est saisonnière et que l'ouvrier est obligé de travailler dans une autre industrie, il est nécessaire de tenir compte du gain réalisé dans cette occupation complémentaire (3).

Il n'est pas possible de tenir compte, pour fixer la rente, « du chômage occasionné par les grèves ». Les conventions entre patrons et ouvriers, pour fixer leur salaire maximum, sont sans influence sur les décisions du tribunal (4).

Ce sont les juges du fait qui apprécient la « dépréciation professionnelle » permettant de fixer la rente. En agriculture, les conséquences d'un accident ont une influence variable selon que l'on considère la lésion corporelle en elle-même, ou l'influence de cette lésion par sa répercussion sur le salaire. Les travaux agricoles, dans certaines régions de culture, ne nécessitent pas des aptitudes bien déterminées et des juges décident souverainement (5).

(1) Montpellier, 22 juin 1912, S., 1913. 2. 290.

(2) Cass., 27 juin 1912, S., 1912. 1. 44.

(3) Cass., 13 janvier 1914, S., 1914. 1. 312.

(4) Lyon, 8 février 1910, S., 1912. 2. 100.

(5) Cass., 8 mai 1912, S., 1912. 3. 364.

Mais, dès que le tribunal a constaté une diminution de capacité de travail, « fût-elle minime », il doit en « assurer la réparation forfaitaire à l'aide de calcul dont les éléments lui sont imposés » (1).

La loi du 18 juillet 1907 marque une nouvelle étape dans l'évolution de la législation protectrice des travailleurs. L'agriculture peut profiter de ses dispositions qui assurent le bénéfice du risque professionnel au patron qui rédige à la mairie de la commune où siège son exploitation une déclaration d'adhésion à la législation sur les accidents du travail quand ses salariés adhèrent à leur tour sur un carnet remis au déclarant par le maire. L'employeur peut faire cesser son assujettissement par une nouvelle déclaration à la mairie, cette déclaration n'a pas d'effet sur les ouvriers qui ont déjà donné leur adhésion.

Cette loi, qui avait été adoptée pour cette considération : « que de très longues années s'écouleront avant que l'ensemble des travailleurs soit protégé par la loi », n'a pas donné de grands résultats. Pour la culture, il y a des difficultés à faire adhérer des ouvriers temporaires ou saisonniers à la loi de 1898. Leur acceptation écrite n'est pas facile à obtenir; généralement, toutes les conditions du contrat de travail agricole sont verbales, et il n'est pas dans les usages de faire signer un engagement quelconque aux ouvriers de la campagne. Aussi, malgré que « les intentions de cette loi soient excellentes », la complexité d'application et « la difficulté de conclure avec des compagnies d'assurance des contrats d'un caractère mixte en ont réduit considérablement l'usage » (2).

(1) Lyon, 11 janvier 1911, S., 1911. 2. 111.

(2) Rapport Broncher, J. off., Déb. parl., mars 1910, p. 886.

IV. — Nous arrivons à une dernière étape de la législation protectrice qui intéresse particulièrement les travailleurs du sol. La France compte de nombreuses forêts et il est peu d'exploitations rurales qui ne soient susceptibles d'avoir à exécuter des travaux d'abatage d'arbres. *La loi du 15 juillet 1914* étend les dispositions de la loi du 9 avril 1898 aux exploitations forestières. Cette extension ne comprend pas les prescriptions des articles 11 et 31 de cette dernière loi qui organisent le délai, les formalités de déclarations d'accidents, l'affichage de la loi et des règlements d'administration dans les ateliers.

La loi de 1914 est un exemple de la pénétration progressive de la théorie du risque professionnel dans les travaux agricoles. Nous avons vu que la notion de la nocivité de la machine pour le travailleur avait été la cause initiale de la protection accidents en 1898. En 1899, l'agriculture bénéficie de ces mesures protectrices quand elle emploie des moteurs inanimés analogues à ceux de l'industrie. En 1914, l'exploitation forestière, qui nécessite généralement des travaux d'entreprise industrielle et commerciale, bénéficie la première, parmi les opérations à travail agricole normal, de la protection générale de la loi de 1898. Il ne reste donc plus qu'une étape définitive à franchir, celle de l'extension du risque professionnel à tous les travaux agricoles quels qu'ils soient. C'est ce résultat que veut réaliser un projet de loi concernant les accidents agricoles adopté par la Chambre le 18 mai 1915.

La loi du 15 juillet 1914 définit par une énumération limitative le travail agricole qui est protégé par la loi.

Ce travail, qu'elle désigne par l'expression « d'exploitation de bois », comprend l'abatage, l'ébranchage, le schlitage, transport à main en forêt » ; les travaux de « débit, sciage,

empilage, écorçage et carbonisation », quand ils sont exécutés « sur le parterre de la coupe ».

Dans le même article, la loi caractérise le travail de bois qui garde un caractère cultural et qui n'est pas assujéti au risque professionnel. « La présente loi n'est pas applicable aux terrains boisés, exploités tout ou en partie, dont la superficie d'un seul tenant n'excède pas 3 hectares, ni aux arbres plantés hors des bois, lorsque l'opération n'aura pas le caractère d'une exploitation, ni aux éclaircies faites dans les plantations de moins de 20 ares ».

« Elle n'est pas non plus applicable aux coupes de bois effectuées pour son usage personnel par le propriétaire du sol, ou par le fermier ou le métayer » (art. 2).

Par ce texte, le législateur a essayé de distinguer l'opération agricole de l'opération industrielle ou commerciale. On peut remarquer le soin particulier de laisser hors la loi de 1898 tout travail à caractère purement cultural.

Les éléments de cette distinction sont :

1° *Le parterre de la coupe*, qui délimite la sphère d'activité où l'ouvrier est protégé spécialement par la loi. Pour tous les travaux qu'il effectue, ce périmètre facilite la surveillance des travailleurs et le contrôle des accidents; il distingue l'industrie du bûcheron des autres opérations annexes ou complémentaires de l'exploitation de bois » (voituriers) (1);

2° *La surface exploitée*. — Il est présumé qu'une surface de 3 hectares de bois d'un seul tenant n'est destinée qu'aux « usages domestiques ou journaliers ». Il est présumé aussi que les travailleurs qui effectuent des opérations culturales sur ces surfaces ne sont pas de véritables bûcherons, mais des ouvriers agricoles, et qu'il faut les laisser en dehors de

(1) Rapport Boucher, Sénat, 22 mars 1910.

la loi pour leur permettre de bénéficier de la loi spéciale sur les accidents agricoles en préparation ;

3° *Le but poursuivi.* — La loi de 1914 n'a voulu assujettir que le travail forestier analogue au travail industriel ou commercial. L'usage personnel de l'exploitant, chef d'entreprise agricole, suffit pour donner le caractère cultural au travail forestier ;

4° *Le caractère des opérations manuelles.* — Les opérations de « conservation et d'entretien des forêts » (1) sont, dans l'esprit de la loi, d'un usage purement cultural.

« Est considéré comme *chef d'entreprise* le propriétaire des bois abattus ou mis en œuvre, si leur exploitation n'a pas été assurée par un entrepreneur, à la suite d'une adjudication ou en exécution d'un contrat d'entreprise ».

« Dans tous les cas, la responsabilité du chef d'entreprise s'étend aux ouvriers et employés de l'exploitation, à la condition, pour la victime et ses ayants droit, d'établir la preuve d'embauchage » (art. 3).

La rédaction de cet article considère en certaines circonstances « le propriétaire du sol boisé » comme chef de l'entreprise et responsable des accidents quand « il ne démontre pas qu'il s'est substitué un autre responsable par un contrat d'entreprise ou d'exploitation ». Il est donc possible à un ouvrier agricole au service d'un propriétaire qui fait exploiter des bois qui lui appartiennent de bénéficier des dispositions de la loi de 1914 (2).

Il est vrai qu'il sera nécessaire de prouver le contrat de travail qui le lie à l'exploitation du bois, mais son contrat de louage de travail ou de services lui suffira pour faire cette

(1) Rapport Chauvin, Chambre des députés, *J. off.*, 16 février, *Déb. parl.*, p. 393.

(2) Sénat, 22 janvier 1914, *J. off.* du 25, *Déb. parl.*, p. 48 et suiv.

preuve. Il est à présumer que le propriétaire n'ignore pas que l'ouvrier qui est à sa disposition est employé au travail de la coupe et lui appartient.

L'article 4 contient un principe nouveau pour l'indemnité à attribuer à la victime qui n'est pas salariée ou qui n'a pas de salaire fixe. « L'indemnité due est calculée d'après le *salaire moyen* des salariés agricoles du département ». Cette innovation importante montre la relation entre le travail agricole et le travail forestier. Elle va permettre la constatation des salaires de l'agriculture et la variation du taux de cette rémunération par année et par région. Elle favorisera aussi l'étude et les moyens d'application de la proposition de loi concernant les accidents agricoles.

Un règlement d'administration du 27 mai 1915 (1) a établi les conditions dans lesquelles doit être fixé, dans chaque département, le salaire moyen des ouvriers agricoles.

Deux déterminations sont déjà faites, l'une en 1915, l'autre en 1918-1919.

Dans chaque département, le préfet, après avis de commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers et après une enquête administrative au cours de laquelle tous renseignements utiles ont été recueillis auprès des syndicats agricoles et autres personnes compétentes (art. 1^{er} du décret), fixe le salaire moyen.

A titre transitoire, dans les départements où il n'a pas été possible de réunir des commissions mixtes, le préfet, sans enquête ni avis, a déterminé le salaire d'après avis du directeur des services agricoles (2).

« Le salaire moyen ainsi déterminé peut être révisé sur la

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, juin 1915, actes officiels, 42.

(2) *Bulletin du ministère du Travail*, mars 1919, p. 12.

demande des patrons et des ouvriers lorsque des variations dans les taux des salaires des salariés agricoles auront reçu une application générale dans le département ». Cette revision est faite à l'aide de commissions mixtes et après avis des syndicats et des personnes compétentes (art. 1^{er} du décret).

Les chiffres de salaires moyens publiés en avril 1919 par le ministère du Travail sont déjà susceptibles d'être révisés. La hausse des salaires s'est déclanchée avec intensité dans la période qui a suivi l'armistice de la Grande Guerre et, à cette époque, la détermination officielle des salaires agricoles était effectuée.

Quoi qu'il en soit, il est utile d'établir par comparaison le mouvement de rémunération du travail agricole à l'aide des données déjà acquises.

1° *Pour le salaire annuel* et en choisissant quatre départements de régions différentes, on trouve :

Côtes-du-Nord. — 1915. Domestiques de ferme : hommes, 350 francs; femmes, 200 francs; petits valets, 100 francs (nourris, logés, blanchis). — 1918-1919. Domestiques de ferme, 1.300 francs.

Ain. — 1915. Salaire moyen, 1.200 francs. — 1918-1919. Salaire moyen, 1.800 francs.

Gers. — 1915. Domestiques agricoles (nourris), 450 francs. — 1918-1919. Valets, 1.200 francs (logés, nourris, blanchis); maîtres-valets, 2.600 francs; journaliers, 1.800 francs.

Vaucluse. — 1915. 960 à 1.080 francs (ni logés, ni nourris); 600 francs (logés et nourris). — 1918-1919. 1.920 à 2.160 francs (ni logés, ni nourris); 100 francs par mois, logés et nourris en été; 70 à 80 francs par mois, logés et nourris le reste de l'année.

2° *Pour le salaire journalier :*

Calvados. — 4 francs (temps de paix). — 1915. 4 fr. 75 (temps

de guerre). — 1918-1919. 10 juin au 30 septembre, 3 fr. 50 à 5 francs; 1^{er} octobre-15 novembre, 2 fr. 50 à 4 francs; 1^{er} mai-10 juin, 2 fr. 50 à 4 francs; hiver, 2 à 3 francs.

Isère. — 1915. Salaire moyen, 3 fr. 60. — 1918-1919. Salaire moyen, 9 francs.

Lozère. — 1915. Salaire moyen, 3 francs. — 1918-1919. Salaire moyen, 3 francs.

Pyrénées-Orientales. — 1918-1919. 1^o Région à polyculture : hommes, 6 à 7 francs; femmes, 3 à 4 francs; moissonneurs et faucheurs à la journée, 8 à 10 francs. — 2^o Région viticole. Travaux du vignoble : hommes, 8 à 9 francs, plus le vin, et 8 à 10 francs; femmes, 3 fr. 50 à 4 francs. — Vendanges : hommes, 10 à 18 francs, plus le vin, et 12 à 20 francs; femmes, 8 à 10 francs.

Les salaires moyens ci-dessus indiqués présentent des particularités curieuses et l'on peut constater avec étonnement que certaines régions, par exemple le Massif Central, ont subi faiblement la hausse des salaires. On peut voir dans ce fait l'influence des allocations en nature sur les variations de la rémunération du travail de l'ouvrier. Ces régions, à fortes populations bovines ou ovines, possèdent sur place tous les éléments d'alimentation humaine; le coût de l'existence se fait sentir moins rapidement sur ces denrées du pays. Il faut aussi supposer que les populations de ces contrées, soumises souvent au régime cultural des prairies, consomment peu de produits manufacturés.

Enfin, la loi du 15 juillet 1914 contient une dernière disposition qui lui est particulière et est la conséquence du mode d'exploitation agricole ou forestier. On suppose le chef d'entreprise généralement éloigné du lieu du travail, il est nécessaire de « porter l'accident à sa connaissance »

quand sa résidence se trouve hors de la commune du lieu de cet accident. La victime ou les ayants droit, dans le cas où le travail n'a pas été repris dans les quatre jours, doit adresser une « lettre recommandée avec accusé de réception au chef de l'entreprise » (art. 5). Cette disposition a pour but de permettre d'établir utilement les conditions dans lesquelles l'accident s'est produit et d'éviter ainsi d'en exagérer la gravité (1).

Malgré cette obligation de l'ouvrier ou de ses ayants cause, le chef d'entreprise doit, en toute circonstance, faire la déclaration de l'accident. Le point de départ du délai prescrit pour faire cette déclaration est variable. Il part de la réception de l'avis de l'accident, s'il a son domicile ailleurs, et enfin de la connaissance acquise de l'accident, s'il n'a pas reçu avis d'accident (art. 5).

Le délai d'enquête du juge de paix est augmenté. Le droit à indemnité temporaire ne court, à défaut d'avis d'accident dans les quatre jours par la victime ou ses ayants droit, que du jour de l'envoi de cet avis (art. 5) (2).

La jurisprudence n'a pas eue l'occasion de rendre de nombreuses décisions sur l'application de la loi du 15 juillet 1914; mais, désormais, les distinctions anciennes sur le caractère industriel ou commercial de la coupe de bois sont sans objet.

On suppose précédemment :

1° La coupe effectuée par le propriétaire, travail agricole non assujéti à la loi de 1898. Seul un moteur inanimé introduit dans l'exploitation fait appliquer les dispositions de cette loi (3);

(1) Sénat, 24 janvier 1911, *J. off.* du 25, *Déb. parl.*, p. 53.

(2) *S., Lois annotées*, 3^e vol., p. 910.

(3) *Cass.*, 20 mars 1912, *S.*, 1912. 1. 279.

2° Si la coupe est à la charge d'un marchand de bois, il n'y a pas d'assimilation à un chantier quand on effectue seulement la récolte du bois.

Au contraire, l'exploitation est industrielle ou commerciale et assujettie, si l'on fait la transformation du bois en planches ou en solives et à la condition que le chantier soit important. Quant aux entrepôts avec moteurs, ils sont aussi soumis à la loi de 1898.

Désormais, l'abatage d'arbres perdra le caractère de travail agricole, s'il s'effectue dans les conditions stipulées par l'article 2 de la loi de 1914 (1). Il ne sera plus nécessaire de tenir compte du caractère commercial de l'entreprise (2).

Il est vrai que même avant la loi sur les accidents forestiers, un ouvrier qui façonnait pour un industriel un arbre déjà abattu exécutait un travail protégé par la loi de 1898 (3).

(1) Cass., 19 mai 1914, S., 1914. 1. 320.

(2) Paris, 23 mai 1911, S., 1912. 1. 197.

(3) Pau, 4 janvier 1915, S., 1915. 2. 40.

CHAPITRE V

Les projets de lois spéciales.

- I. Loi ayant pour objet d'étendre à l'agriculture les dispositions de la loi du 27 mars 1907 concernant les *Conseils des prud'hommes*. Adoptée par la Chambre le 6 décembre 1910. Transmise au Sénat le 6 décembre 1910.
- II. Projet de loi concernant les *accidents agricoles*. Adopté par la Chambre le 18 mai 1915. Transmis au Sénat le 27 mai 1915.
- III. Proposition de loi ayant pour but de supprimer le *couchage à la paille* dans les établissements agricoles. Déposée par M. Emile Dumas, député, le 18 décembre 1917. Renvoyée à la Commission du travail sous réserve de l'appui de la Commission d'agriculture.

I. — Le Conseil des prud'hommes juge en première instance les « conflits individuels naissant à l'occasion du contrat du travail, et les questions qui s'y rattachent ».

L'appel est porté devant le tribunal civil. Dans les localités où il n'existe pas de Conseil des prud'hommes, c'est le juge de paix qui est compétent en première instance (1).

Actuellement, et malgré les innovations de la loi du 27 mars 1907, cette juridiction exceptionnelle ne s'applique qu'au commerce, à l'industrie, aux ouvriers et employés des industries extractives et des entreprises de manutention et de transport.

Depuis longtemps, des tentatives ont été faites pour faire bénéficier l'agriculture de cette juridiction professionnelle.

(1) Bry, *Législation industrielle*, 1912, p. 615.

Déjà, en 1892, la Chambre des députés avait étendu sa compétence « aux salariés de l'agriculture ». Cette disposition a été écartée par le Sénat en 1894.

Pendant la discussion à la Chambre en 1910, il fut expliqué que les ouvriers agricoles n'étaient pas compris dans la loi, et que les ouvriers forestiers sont considérés par le législateur comme ouvriers agricoles (1).

En 1904, une nouvelle tentative en faveur de l'extension de la loi à l'agriculture n'eut pas plus de succès.

Il semble que toutes les discussions sur la nécessité ou l'opportunité d'une juridiction prud'homale agricole gravitent autour de l'appréciation du juge de paix comme juge des litiges suscités par le louage de travail ou de services.

On reproche à la juridiction cantonale :

1° De ne pas concilier les affaires et de ne pas prendre assez de soin pour éviter les frais de procédure ;

2° On attribue ce résultat de non-conciliation dans l'action du juge à son ignorance des conditions techniques du travail agricole ;

3° On met sur le compte des hommes d'affaires ou experts nécessaires pour éclairer ses connaissances agricoles les frais excessifs occasionnés par les litiges ruraux ;

4° L'ouvrier rural se défend difficilement dans un prétoire. Son défaut d'instruction nécessite pour ses explications une juridiction de patrons et d'ouvriers avec lesquels il est habitué à vivre.

Ces critiques ne sont qu'une réédition de la doctrine plus générale qui oppose le juge professionnel au juge non professionnel, le juge unique au tribunal à plusieurs juges, et

(1) S., *Lois annotées*, 2^e vol., p. 494.

enfin le juge à compétence générale et le juge à compétence restreinte (1).

Il est certain que le patron ou l'ouvrier, juge au Conseil des prud'hommes, apporte dans l'examen d'un litige dont les éléments lui sont familiers une compétence qui lui permet de se prononcer sur les affaires avec célérité. Son habitude du langage du travail lui permet aussi de pénétrer le sens des déclarations qui sont faites devant lui. La répétition des décisions à rendre sur des situations semblables facilite la rédaction de ses sentences.

On peut invoquer, pour le juge permanent, son aptitude à acquérir rapidement, dans une magistrature à compétence territoriale déterminée, la connaissance de l'exécution des divers travaux agricoles. Les questions à résoudre sur le contrat de travail sont connexes avec des opérations de procédure qu'il est indispensable de connaître pour apprécier la portée des mesures d'exécution ordonnées.

La sécurité de sa fonction donne un autre avantage au juge de paix pour juger les litiges avec impartialité. Il n'a pas l'inamovibilité, qui seule donne l'indépendance absolue, mais sa situation est entourée de garanties administratives qui lui permettent de conserver toute l'intégrité de son caractère.

Le juge du Conseil des prud'hommes, au contraire, est élu; or, « l'élection a sa logique; l'élu veut être réélu »; et on a vu des juges soumis à l'élection prendre l'engagement public de juger toujours dans l'intérêt des électeurs de leur catégorie professionnelle.

Avant d'arriver au nouvel intitulé du projet de loi transmis au Sénat le 6 décembre 1910, des efforts furent faits

(1) Larnaude, *Les garanties judiciaires des droits publics* (Cours 1918-1919).

pour donner à la juridiction des prud'hommes un statut spécial en l'appliquant à l'agriculture. Les tribunaux furent d'abord désignés : « tribunaux agricoles », en 1899, et, plus tard, en 1907, « Conseil des prud'hommes agricoles » (1).

On voit dans cet effort pour séparer les travailleurs agricoles des autres ouvriers du monde du travail une survivance de l'idée qui suppose ce travail absolument distinct des autres branches de l'activité, et, en même temps, une initiative généreuse pour protéger les litiges du travail de culture.

Ce double sentiment de sollicitude particulariste se retrouve dans la préparation et dans la discussion du projet de loi concernant les accidents agricoles.

II. — Dans les rapports et les discussions qui ont précédé l'adoption de la loi sur les accidents forestiers, on fait des allusions fréquentes au projet de loi en préparation sur les accidents de l'agriculture.

On dit que la loi n'a pas pour but d'assujettir les exploitations où domine le caractère agricole et cultural.

On dit aussi : « La commission tient à montrer sa résolution bien arrêtée de n'aborder qu'avec beaucoup de prudence les points qui se trouvent sur les confins de la loi actuelle et de la future loi sur les accidents agricoles » (2).

Cette loi en préparation tire son origine des discussions de la loi de 1898 et 1899. Dès 1900, M. Mirman déposait une proposition de loi tendant à étendre la loi de 1898 aux accidents agricoles (3) avec des modalités spéciales à cause du

(1) *J. off.*, 27 mars 1907, *Déb. parl.*, p. 282.

(2) *J. off.*, 31 mars 1912, *Déb. parl.*, p. 1086.

(3) *J. off.*, *Doc. parl.*, Chambre, 1900, p. 165.

« résultat à peu près illusoire qui serait obtenu par l'application pure et simple de la loi du 9 avril 1898 ».

Le 5 novembre 1906, le gouvernement présente à la Chambre des députés un projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (1).

Ce projet tient compte des conditions « propres au travail agricole pour la détermination des responsabilités (métayage et fermage), la fixation du salaire agricole servant de base aux indemnités, la preuve des accidents pour travaux isolés ou dispersés, l'alimentation du fonds de garantie et l'intervention des mutuelles locales ».

Le 22 février 1907, M. Chauvin, dans un rapport au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, conclut à l'adoption d'une loi qui ne crée pas un « système nouveau » de protection des travailleurs et ne soit pas le contre-pied de la loi de 1898 (2).

Le 4 juillet 1907, la Commission de l'agriculture de la Chambre formule, par un rapport de M. Chaigné, ses appréhensions sur l'application d'une législation sur les accidents de l'agriculture. Elle croit la charge d'assurance trop lourde pour la propriété foncière et demande l'avis des associations agricoles (3).

Cette opposition d'opinion entre les deux commissions de la Chambre eut pour résultat le dépôt, par M. Paul Beauregard, d'un projet de loi pouvant servir de terrain d'entente.

Ce projet nouveau a pour caractéristique de créer une loi absolument indépendante de la loi de 1898, de limiter exac-

(1) *J. off., Doc. parl.*, Chambre, 1906, annexe 364.

(2) *J. off., Doc. parl.*, n° 777, p. 157.

(3) *J. off., Doc. parl.*, n° 1153, p. 979.

tément les personnes qui supportent les risques, de modifier le calcul des frais médicaux et limiter la somme des salaires comptant par le calcul de la rente. Enfin, l'ivresse et la brutalité envers les animaux sont considérés comme fautes inexcusables; on applique à la preuve de l'accident le système du droit commun (1).

Les rapports de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale sont repris le 9 juin 1910 et accompagnés, le 29 juillet 1913, d'un rapport complémentaire de M. Mauger.

Pendant la discussion de la loi du 13 juillet 1914 sur les accidents forestiers, le rapport Mauger est étudié le 3 juin 1914.

Les événements militaires qui font apparaître la contribution particulièrement lourde des ouvriers agricoles dans les faits de guerre attirent la sollicitude du Parlement. La Commission d'agriculture de la Chambre est appelée le 11 février 1915 à donner son avis sur les projets qui sont mis en discussion. Après un rapport remarquablement documenté de M. Mauger (4 mars), la discussion des projets de loi se développe dans les séances des 12, 19, 25, 26 mars, 29 avril, 6, 7 et 18 mai 1915.

Si l'on étudie les dispositions du projet de loi adopté par la Chambre le 18 mai 1915, qui intéresse spécialement les travailleurs ruraux, on distingue :

1° *Les ouvriers protégés par la loi.* — A cause du grand nombre de travailleurs autonomes de l'agriculture, une distinction est faite dans les personnes qui bénéficient de la protection légale. « La législation concernant les accidents du travail sous réserve des dispositions spéciales ci-après est applicable aux ouvriers, aux employés et aux domesti-

(1) 24 octobre 1907, *J. off.*, *Doc. parl.*, n° 1271, p. 30.

ques autres que ceux exclusivement attachés à la personne » (art. 1^{er}).

Le mot « domestiques », que ne contient pas l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 6 avril 1898, indique les ouvriers agricoles loués à l'année et qui sont désignés dans la culture par cette expression.

Ne sont pas protégés les salariés ou collaborateurs bénévoles qui travaillent chez « les propriétaires, fermiers, métayers exploitant une étendue inférieure à 5 hectares et dont le revenu imposable ne dépasse pas 600 francs, qui travaillent d'ordinaire seuls et avec l'aide d'un seul ouvrier ou des membres de leur famille, ascendants, conjoints, frères ou sœurs ou alliés au même degré, s'ils emploient temporairement un ou plusieurs collaborateurs salariés ou non (art. 1^{er}).

Cette dernière disposition restrictive aura pour effet de priver de protection légale les auxiliaires de la très petite culture dont le nombre a été évalué à deux millions (1). Cependant, si par leur contrat de louage de services ils peuvent prouver qu'ils sont ouvriers permanents, ils bénéficieront des dispositions de la loi.

Pour obvier à cette grande lacune de protection, on avait d'abord proposé une caisse nationale alimentée par une contribution proportionnelle à l'impôt foncier ; cet amendement ne fut pas adopté.

On a essayé ensuite de proposer encore sans succès l'assurance d'État. Par ce moyen, « les exploitants qui habituellement travaillent seuls avec les membres de leur famille ou avec un ouvrier » sont exonérés de toute charge. « L'État assume à leurs lieu et place les rentes prévues pour le cas de mort ou d'incapacité permanente ».

(1) Séance du 18 mai 1915, *J. off.*, p. 682.

Enfin, pour diminuer l'étendue d'application de la loi, on voulait déroger à l'article 2 de la loi de 1898 par la fixation d'un maximum de salaire agricole inférieur à 2.400 francs. Cette limitation ne fut pas adoptée.

Certains travailleurs sont assimilés aux ouvriers agricoles ; ce sont « ceux qui sont occupés, même par des particuliers, à l'entretien et à la mise en état des jardins et des parcs » (art. 2). Cette disposition est conforme aux décisions de la jurisprudence qui considère l'aménagement des jardins par une équipe d'ouvriers comme un chantier agricole (1).

De même, sont protégés les ouvriers qui travaillent dans un établissement assujetti et y sont principalement occupés à un travail agricole. Quand ces ouvriers sont employés « occasionnellement à une autre occupation, non visée par la législation du travail, la présente loi s'appliquera également aux accidents qui surviendront au cours de cette autre occupation » (art. 3). C'est le cas ordinaire du domestique ou servant de ferme employé à des travaux d'intérieur de maison et effectuant un travail de domestique attaché à la personne, non protégé.

2^o. *Les établissements assujettis*. — L'énumération de l'article 1^{er} indique « les exploitations de dressage et d'entraînement, les haras et les entreprises, dépôts ou magasins de vente se rattachant à des exploitations agricoles, et aussi, lorsque l'exploitation agricole constitue le principal établissement, dans toute exploitation industrielle ou commerciale qui lui est annexée » (art. 1^{er}).

S'il n'est pas téméraire d'établir une définition, « il faut entendre par exploitation agricole » toutes les organisations de travail qui font produire le sol, ou mieux cultivent les

(1) Aix, 8 juillet 1911, S., 1911. 2. 320.

éléments de la nature dans le but d'en tirer des produits animaux, végétaux ou minéraux (élever des poissons, cultiver des fleurs ou préparer la terre de bruyère sont des opérations agricoles).

Le mot « entreprise » fut introduit dans l'énumération de l'article 1^{er} pour assujettir les exploitations qui ne se rattachent pas à l'industrie parce qu'elle n'emploie pas les moteurs inanimés et qui ne se rattachent pas non plus à l'agriculture parce qu'elle n'a pas de patrons agriculteurs.

Quant à la dernière partie du dernier paragraphe, « elle résulte de deux amendements qui n'ont pas été fondus et qui représentent l'apparence d'une répétition, alors qu'ils visent des catégories d'exploitation nettement distinctes » (1).

Cette partie a été adoptée pour éclairer la jurisprudence, hésitante dans la détermination du caractère accessoire ou principal d'une exploitation agricole annexée ou à un commerce ou à une industrie. On a voulu éviter une législation différente aux diverses parties de l'exploitation, la loi de 1898 à la partie industrielle, la loi de 1906 à la partie commerciale (2).

Par application des observations faites pendant la discussion sur les accidents forestiers, tout travail non compris dans la loi du 14 juillet 1914 fait partie du travail agricole soumis à la loi nouvelle.

L'article 4 contient une innovation importante; tandis que la loi de 1898 ne protège ni le petit commerçant, ni le petit exploitant industriel, le projet de loi de 1915 donne au petit propriétaire exploitant la faculté d'adhésion à la législation

(1) Séance du 18 mars, Chambre, *J. off.*, p. 683.

(2) Cass., 30 juin 1908, S., 1911. 1. 36; Cass., 6 avril 1909, S., 1912. 1. 37; Cass., 8 novembre 1910, S., 1912. 1. 17.

des accidents du travail. « Les exploitants qui contractent une assurance en faveur des membres de leur famille et de leurs collaborateurs occasionnels auront la faculté d'adhérer à la législation sur les accidents qui surviendraient à ceux-ci par le fait ou à l'occasion du travail.

« Les exploitants assujettis, ceux qui travaillent seuls et ceux qui auront usé de la faculté ouverte par le paragraphe précédent, pourront également, sous la même condition de contracter une assurance, se placer eux-mêmes, pour les accidents dont ils seraient victimes, sous le bénéfice de ladite législation. Un décret réglera, en ce qui les concerne, les formalités à accomplir à cet effet.

» La législation sur les accidents du travail devient alors aussitôt applicable, dans les conditions déterminées par la loi du 18 juillet 1907, aux membres de leur famille travaillant avec eux, et leurs collaborateurs occasionnels eux-mêmes pourront poursuivre contre l'assureur l'allocation des indemnités fixées par la présente loi, conformément aux règles de compétence et de procédure établies par la loi du 9 avril 1898.

» Les membres de leur famille et leurs collaborateurs occasionnels bénéficieront à leur encontre, et eux-mêmes bénéficieront à l'encontre de l'assureur, des dispositions de l'article 23 de ladite loi ».

L'article 5 organise la déclaration de l'accident. Il oblige la victime ou les ayants droit à porter à la connaissance de l'exploitant qui n'a pas son domicile dans la commune où a lieu l'accident, la nouvelle de cet événement.

L'article 6 a été le sujet d'une longue discussion pour établir si le propriétaire, dans le contrat de métayage, doit être tenu de supporter la faute du métayer qui ne s'est pas assuré. Pour donner cette obligation au maître, on a invoqué son

droit de surveillance extérieure (art. 5, L. 18 juillet 1889) qui ne l'autorise pas à ignorer le contrat d'assurance de son métayer. Le système adopté est une transaction entre ces deux responsabilités.

« Si le propriétaire n'exploite pas lui même, le fermier, le métayer ou tout autre exploitant est seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit.

» S'il n'y a pas eu assurance, le métayer, ou en son lieu et place la Caisse nationale de retraites sur la vieillesse dans les cas prévus par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités nonobstant conventions contraires.

» Ce recours ne pourra être exercé que lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, qui, nonobstant conventions contraires, devra supporter la moitié au moins de la charge de la prime d'assurance » (art. 6).

Il existe une disposition additionnelle à l'article 6 qui rend l'application de la loi peu favorable au placement des ouvriers temporaires.

« Aucun recours ne peut être non plus exercé contre le propriétaire si, le risque ayant été assuré comme il est dit, le métayer s'est adjoint des ouvriers supplémentaires non assurés, sans que le propriétaire ait été prévenu par lettre recommandée expédiée huit jours avant par le métayer ».

L'article 7 fixe la responsabilité solidaire des membres des associations qui exploitent en commun des terres ou des animaux.

L'article 8 fixe le salaire de base pour calcul des indemnités.

« L'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire.

» En cas de salaire variable, cette indemnité journalière est égale à la moitié du salaire que touchait la victime au moment de l'accident, et ce pendant tout le temps qu'aurait duré, dans l'exploitation, le travail auquel était occupé le sinistré.

A l'expiration de cette période, cette indemnité journalière est calculée sur le taux arrêté tous les trois ans dans chaque département par le préfet après avis de la commission départementale du travail ou, à son défaut, du Conseil général et après enquête suivie, notamment auprès des syndicats agricoles, ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen annuel des travailleurs agricoles.

» S'il y a rémunération en nature, elle est calculée, à moins de stipulation contraire élevant le chiffre de sa qualité, sur le taux arrêté, comme au paragraphe précédent, d'après la valeur moyenne de cette rémunération dans le département.

» Si la victime n'est pas salariée ou si elle reçoit un salaire variable ou un salaire en nature, les rentes prévues par la loi du 9 avril 1898 seront calculées d'après un salaire annuel moyen, comme il est dit au § 3 du présent article.

» Le tableau dressé par le préfet, en exécution du paragraphe précédent, pourra l'être par région agricole et devra l'être par catégorie de travailleurs.

» En ce qui concerne les exploitants non salariés, le calcul de l'indemnité journalière ou des rentes dues se fera sur la base du gain annuel par eux déclaré au moment où ils contractent l'assurance ».

Les articles 9, 10, 11, 12, 13, 13 bis et 14 intéressent l'organisme des mutuelles qui faciliteront l'application de la loi, les délais de convocation de chef d'exploitation devant le juge de paix, la constitution du fonds de garantie, l'affichage de la loi dans les mairies et les justices de paix, le délai

maximum pour rapports des médecins et des experts, et enfin des mesures transitoires pour régler la date de l'application de la loi et les contrats d'assurance en cours.

Le texte de ce projet de loi concernant les accidents a supporté pour sa rédaction les circonstances tragiques dans lesquelles il a été établi. Il n'est qu'une première « ébauche » et il est probable que le Sénat y apportera des modifications qui peuvent en changer la physionomie.

Ce qu'il faut retenir dans l'adoption de ce projet de loi, c'est la consécration du principe d'égale protection des travailleurs.

Au moment du vote sur le contre-projet Paul Bauregard, qui demandait une loi spéciale aux accidents du travail agricole, la Chambre donna son adhésion à une déclaration du ministre du Travail favorable à la simple adaptation de la loi de 1898.

« Plutôt que d'édifier une législation indépendante pour l'agriculture, je crois qu'il est juste de donner aux travailleurs des champs la même protection qu'aux ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, il faut les placer tous sous la garantie de la même législation.

» Si vous faisiez une législation à part pour les ouvriers agricoles vous sembleriez avoir voulu les soustraire aux principes généraux du droit commun en matière d'accidents du travail.

» Travailleurs agricoles, travailleurs de l'industrie, employés de commerce, tous ces salariés ont droit au bénéfice d'une même protection » (1).

Ce projet de loi concernant les accidents agricoles fut adopté par la Chambre par 378 voix contre 24 (2).

(1) Séance du 25 mars 1915, *J. off.*, p. 450.

(2) Séance du 18 mai 1915, *J. off.*, p. 684.

III. — Nous signalons une proposition de loi renvoyée à la Commission du travail de la Chambre sous réserve de l'avis de la Commission d'agriculture.

Ce projet déposé le 18 décembre 1917 a pour but de régler le couchage des ouvriers dans les exploitations agricoles. Dans les régions qui reçoivent des ouvriers saisonniers, il est d'usage de les abriter dans des locaux qui ne satisfont ni les règles de l'hygiène, ni celles de la moralité. De plus, à la campagne, les domestiques sont couchés dans les granges et sur de la paille. C'est contre ces abus que veut réagir la proposition de M. E. Dumas (1).

(1) *J. off.* du 28 décembre 1917, *Déb. parl.*, n° 4087.

CHAPITRE VI

La protection légale de l'ouvrier agricole à l'étranger.

I. *Angleterre*. — Loi du 21 août 1917. Fixation du taux des salaires. Salaire minimum en agriculture.

II. *Italie*. — Lutte contre le chômage agricole. Fermage collectif. Décret-loi du 20 septembre 1917. Extension aux agriculteurs de l'assurance obligatoire contre les accidents. Décret-loi du 23 août 1917.

III. *Allemagne*. — Un Code du travail en agriculture. Loi du 30 janvier 1919.

I. — Au cours de la guerre, le besoin d'augmenter la production de blé en Grande-Bretagne, pour diminuer les importations et assurer du fret disponible, provoqua un mouvement législatif favorable aux travailleurs ruraux.

La loi du 21 août 1917 assure aux fermiers un prix minimum pour le blé et l'avoine, les protège contre une augmentation de fermage et assure aux ouvriers agricoles un minimum de salaire.

Il existe un Conseil des salaires, composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal et de personnes désignées par le ministère de l'Agriculture. Le nombre de ces personnes désignées par l'administration ne peut être supérieur au quart du total des membres.

Le salaire fixé varie avec la catégorie de travailleurs et la région où s'effectue la culture. La rétribution minima doit

être équivalente au moins à 25 schellings par semaine pour un ouvrier normal.

Il est possible de présenter des objections au tarif fixé; le conseil peut le modifier.

Le chef d'exploitation qui paie un salaire inférieur au salaire minimum déterminé est soumis à une amende (1).

Si des salaires sont dus, le tribunal peut en ordonner le versement et examiner aussi les réclamations des ouvriers au sujet de rémunération de leur travail pour les ouvrages à la tâche.

Des fonctionnaires assurent l'exécution des enquêtes sur les plaintes et veillent à l'application de la loi.

Le salaire en nature est susceptible d'appréciations diverses; un arrêté du Conseil des salaires agricoles du 6 septembre 1918 énumère les allocations dont il faut tenir compte :

1^o La valeur doit être comptée au prix du gros courant payé aux producteurs pour le lait, y compris le lait écrémé ou séparé et les pommes de terre;

2^o Le logement qui n'est pas considéré comme insalubre a sa valeur fixée hebdomadairement par le Comité de district;

3^o On ne peut comprendre dans la valeur du repas servi aux ouvriers les boissons alcooliques;

4^o La valeur de l'habitation et du jardin (concession gratuite ou location) est aussi fixée si le service d'hygiène ne considère pas cette habitation trop dangereuse.

En 1918, le Comité des salaires avait fixé le salaire minimum des filles en Angleterre et dans le pays de Galles à 0 fr. 25 pour celles de moins de 14 ans et à 0 fr. 50 pour les femmes de 18 ans et plus à l'heure de travail (2).

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, octobre 1917, p. 564.

(2) *Bulletin du ministère du Travail*, décembre 1918, p. 589.

Une autre conséquence de la guerre, en Angleterre, fut l'organisation de l'emploi des femmes en agriculture. Il était nécessaire « d'augmenter la production des denrées agricoles alimentaires dans chaque village » et de donner aux femmes les connaissances nécessaires de culture.

Chaque comté était divisé en un certain nombre de districts. Chaque district avait un représentant et la réunion de ces représentants formait le Conseil de comté.

Ces représentants avaient pour auxiliaires des agents de village qui effectuaient des visites à domicile et relevaient le nom des personnes qui acceptaient de travailler.

Les listes ainsi dressées étaient communiquées aux fermiers ou aux bourses du travail.

Cette action par les fonctionnaires de l'administration était complétée par des conférences sur l'utilité du travail agricole et par la distribution de certificats ou de brassards officiels aux armes royales.

« Par rapport à juillet 1914, le nombre des ouvrières des champs a augmenté de 40 p. 100 en Angleterre et dans le pays de Galles; il a diminué de 6 p. 100 en Écosse. Dans l'ensemble, l'augmentation ressort à 25 p. 100 en 1916 (1).

II. — Certaines saisons, particulièrement défavorables, créent en agriculture un chômage forcé dont l'amplitude ne peut être prévue. De plus, l'atelier du sol ne nécessite pas un travail indispensable pour tous les éléments qui le composent. Le propriétaire, dans le cas de baisse excessive de denrées agricoles ou de hausse considérable du prix de la main-d'œuvre, peut négliger certaines cultures, les abandonner si elles sont annuelles et ne travailler que la partie

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, décembre 1916, p. 555.

de ses terres qui donne un revenu productif. Cette inaction agricole se remarque surtout dans les périodes de crises. De ce fait, un grand nombre de travailleurs fixés sur une région déterminée souffrent du chômage prolongé.

En Italie, cette situation, provoquée par la hausse subite des salaires, a donné naissance à un mouvement d'association d'ouvriers agricoles qui prend une très forte extension.

L'État italien, pour éviter les conflits et encourager les travailleurs ruraux, a pris la direction de ce mouvement coopératif agraire dont l'élément principal est *le fermage collectif*.

Les formes de cette organisation de culture sont diverses :

1° Les journaliers agricoles se réunissent en groupes et forment un contrat de participation agraire (*partitanza collettiva*) avec le chef d'exploitation.

Ces ouvriers s'engagent à effectuer les travaux nécessaires à la culture et à la récolte. Ils reçoivent en rémunération de leur travail une partie des produits du sol cultivé.

L'association ouvrière agricole se réunit en certaines occasions pour examiner les causes d'expulsion, approuver les comptes, procéder à la nomination des administrateurs.

Il existe des commissaires des comptes et des organismes fédéraux qui unissent les diverses associations de journaliers agricoles.

Tous les sociétaires ont droit de vote aux assemblées. Pour être sociétaire, il faut être salarié au moins la moitié de l'année.

2° Une association d'ouvriers agricoles prend à bail un grand domaine et le donne à loyer par petits lots à ses sociétaires.

Le locataire du lot a toute liberté pour diriger son travail et organiser sa culture.

L'administration de la société est considérablement simplifiée, elle consiste principalement à recouvrer le loyer de chaque lot.

3° La ligue de journaliers prend à bail un domaine et l'exploite sans le diviser entre ses sociétaires. Dans ce système d'exploitation unique, un personnel fixe, dirigé par un technicien, assure les opérations de culture générale. L'ensemble des sociétaires forme le personnel mobile de l'exploitation et accomplit les travaux particuliers exigés par les améliorations à effectuer ou les récoltes à recueillir.

4° Enfin l'encouragement de l'État italien à ce mouvement de coopératives agraires s'est manifesté surtout par le décret-loi du 27 septembre 1917. Certains biens domaniaux sont cédés à ferme à des associations de travailleurs agricoles.

Des facilités sont accordées pour les capitaux à fournir comme caution de garantie des obligations à assumer par les sociétés envers l'État. La durée du bail est augmentée et le chiffre du fermage n'a pas de minimum (1).

Un décret du 23 août 1917 a étendu aux agriculteurs l'obligation de *l'assurance contre les accidents* pour les personnes âgées de 9 à 75 ans.

Ces personnes obligatoirement assurées doivent appartenir aux catégories suivantes :

a) Ouvriers à titre permanent ou occasionnel dans les fermes ou forêts;

b) Petits propriétaires, métayers, locataires travaillant ordinairement leurs terres;

c) Surveillants dans les travaux des champs et des forêts, lorsque leur salaire journalier moyen (y compris les indemnités en espèces) ne dépasse pas 10 francs.

(1) *Bulletin*, 1918. Institut international d'agriculture de Rome.

La loi détermine les conditions dans lesquelles sont établies les indemnités pour incapacité temporaire et pour incapacité permanente.

Une cessation de travail de dix jours est nécessaire pour donner droit à l'indemnité temporaire.

Une caisse nationale d'assurance assure l'application de la loi.

Le royaume est divisé en districts d'assurance ; un comité spécial fixe le montant de ces cotisations pour chaque district en se basant sur la nature des cultures, l'étendue de la récolte, le nombre d'ouvriers employés, etc.

Au moment de l'application de la loi, le maximum des droits d'assurances à payer par hectare était de 1 fr. 65 (1).

III. — Le gouvernement allemand, pour atténuer l'intensité de l'exode des campagnes, a unifié les dispositions législatives des États confédérés concernant l'agriculture.

Un code spécial du travail agricole a été promulgué le 30 janvier 1919.

Les principales dispositions de cette loi ont été résumées par le *Bulletin du ministère du Travail français* (mars 1919, p. 98).

Heures de travail. — La journée de travail ne doit pas en moyenne excéder huit heures pendant quatre mois par an, dix heures pendant quatre autres et onze le reste du temps. Le temps nécessaire pour aller au travail et pour en revenir sera compté dans la journée ; par contre, il ne sera pas tenu compte des répos ni du temps passé à soigner les chevaux et les bœufs.

(1) *Bulletin du ministère du Travail*, mai 1918, p. 245.

Pendant les six mois d'été, l'ouvrier aura droit à un repos d'au moins deux heures par jour.

Salaire. — En général, le salaire en argent est payable à la semaine. Lorsque la rémunération comporte des avantages en nature, les produits fournis doivent être de qualité moyenne de la récolte de l'année et mesurés selon le système métrique.

Les paiements en nature s'effectueront par trimestre. L'employeur devra déterminer et déclarer par écrit la valeur du logement. Si le contrat de travail est conclu pour un an, la rémunération s'échelonnnera régulièrement sur chaque partie de l'année.

En cas de rupture du contrat de louage, la retenue de salaire ne pourra excéder un quart du salaire dû en argent et une somme égale à quinze fois le salaire journalier local fixé par la loi d'assurance.

On paiera les heures supplémentaires sur la base d'un dixième au moins du salaire local fixé par la loi d'assurance, majoré de 50 p. 100. Dans le calcul des heures supplémentaires, on fera figurer le temps consacré aux soins du bétail, à moins que d'après l'usage local ce travail ne figure pas au contrat.

Les travaux urgents à effectuer les dimanches et les jours de fêtes seront payés à un tarif double de celui fixé par la loi sur les assurances.

Comité ouvrier. — Dans chaque entreprise agricole, un comité d'ouvriers est chargé d'établir un règlement de travail qui sera affiché dans la ferme.

Protection des femmes. — Elles doivent être rentrées à leur foyer une heure avant le repas principal. Elles ne travaillent pas la veille des grandes fêtes.

Logements. — Leurs dimensions doivent être en rapport

avec l'importance de la famille ouvrière pour assurer toute garantie au point de vue moral et sanitaire.

Rupture du contrat. — Les motifs sont énumérés par la loi (actes de violences, refus obstiné d'assurer le travail).

Des conférences sont prévues entre les associations patronales et les ouvriers agricoles.

CONCLUSION

- I. *Les deux conceptions de la protection légale de l'ouvrier agricole.* — 1° La protection doit suivre le progrès technique agricole; 2° la protection légale est un principe de justice qui s'applique indistinctement à tous les salariés.
- II. *Origine de ces deux conceptions dans l'étude de l'adaptation de l'agriculture aux lois économiques.* — La division du travail, la spécialisation et l'intégration. La théorie de la rente foncière, les capitaux, les machines. La loi de concentration, l'organisation moderne de la production.
- III. *Réalisation pratique de la réglementation du travail agricole.* — Par la loi, la jurisprudence et les règlements d'administration publique.
- IV. *L'accession de l'ouvrier agricole à la propriété.* — OEuvre complémentaire de la protection légale.

I. — Quand on examine les textes législatifs ou les projets de textes réunis dans cette étude sommaire pour rechercher l'idée qui inspire leur rédaction, il semble possible de constater deux conceptions différentes de l'application de la réglementation du travail à l'agriculture.

Dans une première opinion, on considère la protection légale de l'ouvrier comme une conséquence nécessaire du progrès technique agricole. Le législateur n'intervient qu'au moment où les conditions du travail de culture sont modifiées et analogues à celles de l'industrie (introduction des moteurs ou machines inanimées dans la ferme).

Quand cette situation est acquise et l'opportunité de la législation protectrice constatée, le travail agricole est considéré comme spécial et seulement susceptible d'une protection particulière. On invoque le travail isolé de l'ouvrier rural, la dissimulation des accidents, le nombre de procès.

Enfin, l'application pratique des mesures de protection est subordonnée à la prospérité foncière (projet de loi Beauregard sur les accidents agricoles, avis de la Commission d'agriculture de la Chambre sur le projet de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale).

Dans une deuxième thèse, qui est celle que nous adoptons, on considère le travail en lui-même et on ne distingue pas les conditions du labeur de l'ouvrier agricole des autres circonstances de travail. On suppose l'existence à la campagne et la nature du salaire agricole qui facilite la subsistance de l'ouvrier sans influence sur le caractère pénible du travail : la carrière agricole est ouverte à tous.

Cette thèse constate que dans la législation moderne le travail exécuté par un salarié est considéré comme une marchandise vendue au chef d'entreprise agricole. Et puisque l'on a admis la protection de la force de travail dans l'industrie et le commerce, elle réclame pour l'ouvrier rural le même privilège.

Elle voit dans ces mesures la réalisation d'un « idéal de justice sociale » (1) qui s'applique indistinctement à tous les salariés.

Elle croit aussi que les « intérêts permanents du pays », qui sont liés à ceux de la production agricole, commandent de ne pas provoquer dans la législation ouvrière une « rupture d'équilibre au détriment des campagnes » (2).

Enfin, il lui semble que la sécurité accordée par la protection légale à la famille agricole diminuera l'exode rural et favorisera la stabilité sociale.

Il faut constater que cette deuxième opinion ne se distin-

(1) R. Jay, *La protection légale des travailleurs*.

(2) Larnaude, *La loi sur les accidents du travail et l'agriculture*.

gue de la précédente que par son principe. Quant aux conditions d'application des mesures législatives, il est évident que le travail agricole se présente sous une diversité de formes qui n'est pas susceptible de s'accommoder d'un règlement unique et national. Trop de facteurs indépendants de la volonté de l'homme agissent sur les travaux des champs pour permettre de les soumettre à des prescriptions rigides.

Cette simple différence de principe n'est que le résultat d'une compréhension plus complète des conditions actuelles de la culture. Il est facile de montrer que la première thèse qui a été défendue par des hommes instruits et généreux est le reflet d'une époque où l'on considérait l'agriculture rebelle à l'application des grandes lois économiques.

II. — Le progrès des sciences, les inventions nouvelles qui conditionnent le travail et les lois qui le régissent ne se répandent que lentement dans les procédés de culture. Leur influence, qui se manifeste sur une surface étendue et dans un temps très long, ne permet pas une appréciation facile et rapide de la « constance des relations » qui unissent les faits agricoles. Aussi, les lois économiques de l'agriculture sont indécises; elles s'établissent par analogie avec celles de l'industrie, et leur adaptation autorise une opinion moins affirmative.

1° *La division du travail, la spécialisation et l'intégration.*
— Adam Smith a découvert que la cause de la différence de richesse des nations réside dans la quantité de travail national mis en action et dans son rendement. Cette productivité n'est efficace que par la spécialisation des professions et des tâches (1).

(1) Deschamps, *Principales doctrines économiques* (Cours 1918-1919).

On ne voit pas d'abord comment l'agriculture pourra profiter du travail spécial, alors que sa préoccupation principale est de suivre le développement de la matière vivante. Les travaux qui précèdent ou accompagnent l'existence des êtres organisés réclament des opérations et des aptitudes variables avec les stades de production. Si un travail spécialisé et répété s'effectue, ce n'est que dans une période de temps généralement annuelle; il diffère profondément du travail particulier et journalier de l'ouvrier industriel.

Cette spécialisation, qui ne peut s'obtenir dans une même culture, peut s'organiser par région et pour l'emploi productif du sol. La culture maraîchère (Roscoff), la culture de la vigne (Languedoc), occupent exclusivement une partie du territoire et l'on voit immédiatement apparaître les méthodes de l'industrie (transports, appareils mécaniques), les habitudes du travail de fabrique (durée du travail, grèves, travail à la tâche). Il s'accomplit, chez les ouvriers occupés dans ces régions, une spécialisation dans l'exécution de travaux qui s'effectuent par les mêmes opérations et à des époques de l'année toujours les mêmes. Il se crée de véritables catégories professionnelles d'ouvriers agricoles.

Pour éviter le chômage, le travailleur rural est obligé, même dans les régions à culture unique, d'effectuer une succession de travaux divers; cette obligation éventuelle ne détruit pas l'habitude du travail spécial. Les travaux simples, familiers, favorisent et développent l'habileté et augmentent le rendement du travail.

Ces cultures spéciales, qui sont généralement les plus productives, supportent deux limites à leur extension qui sont les mêmes que celles indiquées par A. Smith pour la division du travail.

D'abord, elles nécessitent des capitaux considérables, de

grosses avances pour pouvoir attendre l'écoulement de la récolte à meilleur prix.

Ensuite, elles exigent un marché suffisamment étendu pour absorber l'excès de rendement des récoltes très abondantes. Ces débouchés nombreux diminuent la fréquence des crises de surproduction.

Enfin apparaît aussi l'intégration, c'est-à-dire l'organisation d'industries complémentaires ou accessoires qui permettent de mieux utiliser les produits du sol et diminuer les frais d'exploitation. On convertit les denrées agricoles en produits dérivés pour résister aux crises économiques (moulins coopératifs, distilleries vinicoles, beurreries).

2° *La théorie de la rente foncière, les capitaux, les machines.* — Cette loi, basée sur l'existence de catégories de terres susceptibles de donner avec des travaux inégaux des matières qui ont la même valeur d'échange, suppose les bonnes terres rares et la valeur d'échange des produits du sol déterminée par le travail à effectuer dans les mauvaises.

Elle suppose enfin que certains terrains ne donnent pas de produits et que leurs récoltes suffisent seulement à payer les travaux de culture.

Ces postulats (1) qui éclairent la théorie de la rente foncière admettent, au préalable, l'obligation nécessaire de cultiver les bonnes terres par ce fait que, sur les mauvaises, il n'est pas possible d'accumuler utilement du capital et du travail. Au-dessus d'une certaine limite, l'emploi de ces moyens de production devient « indifférent ». Le produit obtenu n'est plus susceptible de payer les divers services de la production; c'est la loi du rendement non proportionnel.

A cette constatation, on a souvent opposé les conditions du

(1) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 175.

travail, de l'industrie et du commerce qui permettent d'établir sur une faible surface des organisations puissantes. On signale aussi, dans les manufactures, l'utilisation et la multiplication rapide des capitaux par l'emploi des machines.

Les applications de la science à la fertilisation des terrains ont détruit la première assise sur laquelle est bâtie la théorie de la rente foncière : les catégories de terres.

Il est actuellement possible par les engrais de modifier les propriétés physiques et chimiques du sol. Il existe des terres légères dont la facilité de travail, par l'économie de main-d'œuvre qu'elles procurent, compense largement le besoin complémentaire d'engrais importés et les place dans une situation plus productive que les terres grasses.

Des terrains inactifs ou médiocrement fertiles augmentent le revenu net par l'introduction de plantes nouvelles (vigne américaine greffée, primeurs). On peut objecter-peut-être que ces systèmes de culture, qui n'ont aucun rapport pour leur productivité avec la fertilité des terres, sont des monopoles géographiques qui constituent une rente du sol d'une nouvelle sorte. Mais encore à ce point de vue, on peut constater que des fruits d'arrière-saison, produits par des pays peu favorisés, ont souvent une vente plus rémunératrice que les primeurs; et que la vigne, grâce à des plants hybrides nouveaux, s'étend à des régions où elle est peu multipliée.

Pour changer le mode de culture, l'utilisation des capitaux et leur accumulation dans des régions déterminées sont indispensables. -

Les machines dans les travaux aratoires ou de récolte n'augmentent que la rapidité du travail, et dans les travaux d'entretien augmentent considérablement le rendement (nettoyage des céréales par l'acide sulfurique, sulfatage des vignes).

D'ailleurs, en poussant plus loin, on trouve aussi une limite à l'industrie, limite analogue à la surface du terrain et au temps des saisons pour l'agriculture. C'est la force motrice et les matières premières qui, généralement, sont sous la dépendance d'une capacité de moyens de transport qui n'est pas infinie.

3° *La loi de concentration, l'organisation moderne de la production.* — Sans reprendre la controverse célèbre en économie rurale pour savoir de la grande ou de la petite culture quelle est celle qui triomphera dans l'avenir, il suffit de constater que les statistiques démontrent qu'il ne se produit pas en agriculture un mouvement semblable à celui de l'industrie et du commerce, où les grandes fabriques et les grands magasins font disparaître les petits artisans.

La petite propriété se multiplie; elle tend à devenir familiale et sa mesure est celle de l'activité du personnel d'un foyer domestique.

On a publié des chiffres qui indiquent que le rendement à l'hectare augmente quand la surface cultivée diminue. Pour compléter cette communication, il est nécessaire de connaître le capital travail et le capital argent mis en œuvre sur cette surface déterminée. On peut dire que ce capital total augmente à mesure que la culture devient plus intensive. Les rotations rapides dans l'assolement exigent des apports continus de matières fertilisantes et de main-d'œuvre.

Malgré la tendance de l'exploitation agricole moderne dirigée vers la culture familiale, il est possible de discerner des manifestations de l'activité productrice agricole qui se rapprochent de la méthode d'organisation moderne de la production.

On a dit (1) que cette organisation était un « système d'éco-

(1) Rist, *Interprétations économiques de la guerre* (Cours 1918-1919).

nomie de forces » dont le but recherche : 1° A abaisser le prix de revient des marchandises et des produits ; 2° à réaliser, à moins de frais que ne fait la concurrence, l'équilibre entre l'offre et la demande ; 3° à s'assurer contre les pertes commerciales et financières.

Les cartels et les trusts réalisent le type de ce système ; ils substituent une adaptation volontaire et raisonnée à l'adaptation involontaire forcée et brutale par une réduction proportionnelle et simultanée de l'offre de l'ensemble des producteurs. Ils éliminent les banques pour donner plus de sécurité aux capitaux. Ils éliminent les intermédiaires et exploitent le capital jusqu'au bout de son pouvoir.

Quand on étudie ces idées dans l'agriculture, on en voit une première application dans l'organisation de la culture spécialisée dont le but est d'abaisser le prix de revient et d'utiliser le capital de culture jusqu'à son extrême limite.

On constate aussi dans l'organisation du mouvement d'association professionnel agricole une tendance vers la création d'unions ou de confédérations de producteurs.

La petite propriété utilise les avantages de la loi de concentration quand elle établit son système d'achats en commun pour les matières nécessaires aux besoins agricoles ou qu'elle s'unit pour mettre en application des découvertes scientifiques et mécaniques.

La suppression des intermédiaires est un but familier aux associations agricoles de production.

On ne peut prétendre faire disparaître le sentiment individualiste du cultivateur, mais la fortune rapide des syndicats agricoles montre qu'ils ne sont pas réfractaires aux idées nouvelles d'organisation du travail.

On applique aussi dans la production agricole la réduction ou l'extension de culture pour résister aux crises de surpro-

duction et adapter l'offre à la demande. Il n'est pas de branches de l'activité où cette attitude puisse mieux s'adopter qu'en agriculture. Le sol ne nécessite pas une mise en œuvre continue et les productions annuelles peuvent facilement être remplacées dans la rotation des cultures par des périodes de repos (la jachère).

Il reste enfin l'utilisation et la sécurité des capitaux que le crédit agricole perfectionné peut assurer indépendamment des crises qui atteignent l'industrie nationale.

Telles sont les considérations économiques qui permettent de ne pas différencier trop fortement le mode de production agricole du mode de production industriel et qui autorisent à réclamer pour les ouvriers de culture la sollicitude du législateur. Il faut supposer, en effet, qu'à la suite de l'assimilation progressive par l'agriculture des méthodes modernes de production apparaîtront les divers maux sociaux qui accompagnent le travail intensif : l'insécurité, le chômage, les conflits. Les salariés agricoles ne seront plus exonérés de ces risques qui sont la conséquence inéluctable du progrès technique.

III. — La légitimité de la protection légale étant ainsi démontrée, il est nécessaire d'examiner ses divers moyens de réalisation.

La loi est le principal instrument de réglementation. Quand elle s'applique à l'agriculture, elle peut difficilement établir dans la rédaction de ses textes toutes les modalités du travail agricole.

Cette expérience a été tentée dans l'application du risque professionnel aux accidents de la culture, mais ce n'est qu'au bout de longues périodes qu'on est parvenu à définir pour les distinguer les travaux assujettis à la réglementation légale.

Dans cette œuvre accomplie, la jurisprudence a une grande charge d'interprétation pour décider quelles opérations matérielles ont le caractère de travail agricole protégé par la loi. Ces opérations de travail ne conservent pas toujours la même physionomie, les progrès scientifiques modifient rapidement les procédés de culture et on ne retrouve plus dans certains travaux le caractère primitif qui les distingue des opérations industrielles ou commerciales. De ce fait, la jurisprudence ne peut acquérir aucune fixité et la situation légale du travail agricole reste confuse.

Cette hésitation jurisprudentielle augmente l'appréhension des représentants du monde agricole au Parlement. Le mouvement législatif est paralysé. Cette crainte de soumettre la propriété foncière aux prescriptions générales et impératives de la loi encourage les discussions et les controverses sur l'opportunité des mesures de protection, laisse le travailleur rural isolé et sans appui pour défendre les conditions d'emploi de sa force de travail.

On est donc amené pour vaincre toutes ces résistances à rechercher une forme de réglementation plus simple, plus souple et plus facilement acceptée par les agriculteurs; ainsi se pose la question de l'utilité du Règlement d'Administration publique comme complément de la loi.

A ce sujet, les questions politiques qui ne sont jamais sans importance à la campagne vont décider l'opportunité de l'intervention des pouvoirs publics sur les choses du travail agricole.

On dira que l'administration peut suivre dans sa réglementation les nécessités mouvantes du travail de culture et qu'elle peut tenir compte des vœux des organisations patronales et ouvrières. Cette promesse ne peut valoir que par la confiance des agriculteurs dans le pouvoir politique. Il est

probable que le souvenir de l'intervention abusive des gouvernements dans les transactions de denrées ou les déclarations de récolte pour réquisition ne sera pas sans influence sur l'accueil fait à une réglementation organisée par des décrets ministériels.

Il faut cependant accorder le désir des producteurs pour conserver leur liberté de culture à l'abri de l'ingérence de l'administration avec la préoccupation légitime des salariés pour maintenir et développer leurs aptitudes professionnelles qui leur permettent d'assurer l'existence de leur famille agricole.

Cette préoccupation est satisfaite par l'attitude récente du législateur dans les lois sur le travail à domicile, dans l'industrie du vêtement et dans la loi des huit heures. Le Parlement légifère le moins possible et laisse aux organisations intéressées le soin d'assurer, par des accords librement discutés, l'observation des prescriptions de la loi.

Cette législation très élastique, qui laisse aux conventions collectives patronales et ouvrières le soin de compléter la loi en assurant l'application pratique du principe qu'elle contient, suppose réalisée l'organisation professionnelle de la branche d'activité productive qu'elle assujettit.

Cette remarque constitue l'écueil principal à une application immédiate de la réglementation ouvrière au travail agricole.

Les chefs d'entreprises agricoles et leurs auxiliaires salariés ne sont pas encore organisés en associations professionnelles distinctes. Ils ne connaissent, dans beaucoup de régions, que l'étude et la défense des intérêts qui les unissent et il faut une éducation nouvelle pour que se différencient les organisations patronales et ouvrières.

Cette différenciation inéluctable peut provenir d'une

influence extérieure étrangère à l'agriculture; les ouvriers agricoles suivront un mouvement organisé par leurs camarades de l'industrie et du commerce.

Au contraire, les organisations de salariés peuvent naître des syndicats agricoles déjà existants et s'organiser dans le seul but d'assurer l'exécution collective des diverses réglementations qui régissent les conflits du capital et du travail. Il faut croire que cette commune origine sera favorable à la solution des litiges de travail agricole et aux accords qui assureront la protection légale.

En résumé, l'organisation de la protection légale agricole suppose une forte organisation professionnelle pour limiter l'influence des règlements d'administration publique. Il ne faut pas oublier que dans le principe de la loi du 25 avril 1919, il est prévu que « les règlements sont pris, soit d'office ». C'est là une éventualité susceptible d'apporter la désorganisation dans le travail de culture si les rédacteurs des décrets n'ont pas, au préalable, une connaissance des conditions du travail éclairée nettement par les organisations patronales et ouvrières agricoles.

Il ne faut pas oublier que le droit qui sait limiter la sphère respective des actions des hommes est né chez les laboureurs romains. Le travail de la terre exige un effort patient, obstiné et méthodique. Le cultivateur a l'esprit positif et ne suit pas les chimères de l'imagination. Il est attaché à la légalité, il aime la justice et l'équité qui se réalisent dans le contrat et dans le respect du contrat. Aussi, si le régime de demain pour l'organisation du travail s'appuie sur des conventions collectives, il n'est pas téméraire de penser que celles qui s'appliqueront aux conditions du travail du sol seront facilement respectées.

IV. — La protection légale est un moyen direct de préserver la famille ouvrière pour lui permettre de se développer et de se multiplier ; mais cette législation peut permettre de réaliser un but plus général : diminuer le nombre de prolétaires, c'est-à-dire de ceux « qui ne reçoivent en échange de leur travail qu'un salaire pur et simple sans aucun droit sur leur emploi » (1).

Pour parvenir à ce résultat, deux conditions sont indispensables : un salaire suffisant et l'accession facile à la propriété. Le salaire permet d'acquérir la terre, et la propriété donne la sécurité de l'emploi.

Il y a donc une relation rigoureuse entre la hausse des salaires, la valeur vénale des terres et les facilités accordées par la loi à l'ouvrier agricole pour créer un atelier du sol. Indirectement, la réglementation du travail qui protège la personne et le salaire du travail entre dans cette relation.

En suivant le mouvement des salaires au cours du siècle dernier, on voit que de 1851 à 1871 la hausse est de 50 p. 100 et dans la même période, celle de la valeur vénale des terres s'élève à 43 p. 100. Pendant la période de crises agricoles, de 1872 à 1908, les salaires montent de 32 p. 100 environ, et la valeur vénale par hectare baisse de 30 p. 100 (2).

Au premier aspect, ces chiffres fournis par les statistiques paraissent, dans la dernière période, très favorables à l'ouvrier agricole et lui assurent l'accession facile à la propriété. A l'élévation du salaire correspond une diminution de la valeur du sol. Il manque un élément à cette comparaison, c'est la valeur intrinsèque de la rémunération du travail

(1) Hauriou, *Principes de droit public*, 1916, p. 413.

(2) Zolla, *La hausse des salaires ruraux*, 1913.

agricole pendant le période de crise. Tout le monde connaît la difficulté éprouvée par la culture pour payer la main-d'œuvre, les discussions sur les charges de la propriété foncière et l'insuffisance des salaires agricoles. D'ailleurs, l'exode des campagnes est un fait positif qui éclaire la situation matérielle des travailleurs des champs.

Il faut ajouter à ces considérations l'énumération des obstacles qui retardent la marche ascensionnelle des salaires agricoles. Tandis que dans l'industrie et le commerce, la concurrence stimule l'activité des chefs d'entreprises pour favoriser par le salaire la productivité du travail de l'ouvrier et empêcher la disparition des manufactures à coût de production trop élevé, en agriculture, la concurrence a pour effet de faire abandonner la culture des terres ingrates au travail et, de ce fait, le chômage s'établit en même temps que la stabilisation des salaires.

D'ailleurs, même avec des produits agricoles vendus à des prix élevés, la main-d'œuvre n'obtient pas une rémunération à hausse rapide, à cause de l'inégale productivité des terres et du temps nécessaire à les organiser vers une production plus intensive (l'étude du taux des salaires agricoles pendant la guerre et après l'armistice démontre la lenteur de ce mouvement). Il arrive souvent qu'au moment où les salaires agricoles accusent très nettement la hausse, la baisse des produits du sol (1880-1895) paralyse cette tendance.

Le législateur, qui connaît cette fluctuation du prix du travail agricole, veut favoriser la consolidation de la famille ouvrière sur le sol cultivé. Il sait que la propriété stimule l'ardeur de l'ouvrier, développe son esprit d'entreprise et donne souvent le repos par le capital accumulé qu'elle représente. Dès 1908, MM. Siegfried et Ribot déposent une proposition de loi en vue de faciliter l'acquisition « d'un foyer

familial aux ouvriers agricoles » : c'est l'origine de la loi du 10 avril 1908 sur les habitations à bon marché. La loi du 11 février 1914 permet d'aménager la maison de bâtiments pour dépendances agricoles. Et enfin, la loi du 9 avril 1918 recherche « la diffusion exceptionnelle et privilégiée de la petite propriété rurale au profit des héroïques victimes de la guerre » (1).

C'est ainsi que se couronne l'œuvre de protection légale qui met l'ouvrier agricole dans le monde du travail à la place que méritent son labeur obstiné et sa vie rustique.

(1) Rapport Strauss, *J. off.*, 10 avril 1918, p. 3076.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

VU :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

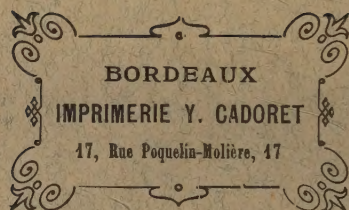
POINCARÉ.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	1
CHAPITRE PREMIER. — L'ouvrier agricole.....	5
I. <i>Classification des travailleurs agricoles. — Interpénétration des classes sociales en agriculture. Les propriétaires et les non-propriétaires. Les entrepreneurs de culture et les employés agricoles.....</i>	5
II. <i>Le travail agricole. — Intérêt juridique de sa définition..</i>	6
III. <i>L'ouvrier agricole dans le monde du travail. — Le milieu naturel et le milieu artificiel dans l'industrie agricole.</i>	8
IV. <i>Définition légale de l'ouvrier agricole dans les lois spéciales (30 juin 1899, 6 avril 1910, 11 février 1914).....</i>	10
CHAPITRE II. — Le Code civil et le travail agricole.....	12
I. <i>Les usages locaux. — Constatation de leur existence. Rapport juridique avec le travail agricole. Influence sur le mouvement de la législation</i>	12
II. <i>Le louage de services en agriculture. — Règles spéciales. Condition d'exécution du contrat.....</i>	15
III. <i>La responsabilité du chef d'exploitation agricole. — La responsabilité par la faute. Difficulté de prouver cette faute. Responsabilité légale du fait des personnes et des choses inanimées.....</i>	21
IV. <i>Évolution de la doctrine et de la jurisprudence. — Les conditions du travail. La responsabilité du maître.....</i>	27
CHAPITRE III. — Le Code du travail et les ouvriers agricoles	31
I. <i>Livre I. « Des conventions relatives au travail ». — L'apprentissage agricole. Le salaire en nature. Le placement des travailleurs ruraux</i>	32
Carrère.....	9

	Pages
II. Livre II. « <i>De la réglementation du travail</i> ». — Les conditions du travail. Hygiène et sécurité. L'inspection du travail.....	43
CHAPITRE IV. — Les lois spéciales.....	52
I. <i>Loi du 25 mars 1864.</i> — Application du droit de coalition aux agriculteurs. La grève agricole. Conciliation et arbitrage (L. 27 décembre 1892).....	52
II. <i>Loi du 21 mars 1884.</i> — La profession de propriétaire foncier. Les syndicats mixtes. L'amélioration du sort de l'ouvrier agricole et le mouvement syndical.....	55
III. <i>Lois des 6 avril 1898, 30 juin 1899, 18 juillet 1907.</i> — Application de la théorie du risque professionnel à l'agriculture. Quel ouvrier de culture peut invoquer la loi et pour quel genre de travail? La responsabilité du chef d'entreprise agricole.....	64
IV. <i>Loi du 15 juillet 1914.</i> — Extension aux exploitations forestières de la législation sur les accidents du travail. L'exploitation des bois. Le salaire moyen des ouvriers agricoles.....	75
CHAPITRE V. — Les projets de lois spéciales.....	83
I. Loi ayant pour objet d'étendre à l'agriculture les dispositions de la loi du 27 mars 1907 concernant <i>les Conseils des prud'hommes</i> . Adoptée par la Chambre le 6 décembre 1910. Transmise au Sénat le 6 décembre 1910.....	83
II. Projet de loi concernant <i>les accidents agricoles</i> . Adopté par la Chambre le 18 mai 1915. Transmis au Sénat le 27 mai 1915.....	86
III. Proposition de loi ayant pour but de supprimer le <i>cou- chage à la paille</i> dans les établissements agricoles. Déposée le 18 décembre 1917.....	96
CHAPITRE VI. — La protection légale de l'ouvrier agricole à l'étranger.....	97
I. <i>Angleterre.</i> — Loi du 21 août 1917. Fixation du taux des salaires. Salaire minimum en agriculture.....	97
II. <i>Italie.</i> — Lutte contre le chômage agricole. Fermage collectif. Décret-loi du 20 septembre 1917. Extension aux agriculteurs de l'assurance obligatoire contre les accidents. Décret-loi du 23 août 1917.....	99

	Pages
III. <i>Allemagne.</i> — Un Code du travail en agriculture. Loi du 30 janvier 1919.....	102
CONCLUSION	105
I. Les deux conceptions de la protection légale de l'ouvrier agricole	105
II. Origine de ces deux conceptions dans l'étude de l'adapta- tion de l'agriculture aux lois économiques	107
III. Réalisation pratique de la réglementation du travail agri- cole.....	113
IV. L'accession de l'ouvrier agricole à la propriété.....	117



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

17, Rue Poquein-Molière, 17